

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
Participation des Ouvriers
AUX BÉNÉFICES
sous forme d'actions de travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Décembre 1919 à 4 h. 1/2

PAR

Alexandre Gr. GUTU

Président : M. WAHL, *Professeur*
Suffragants : { MM. PERCEROU, *Professeur*
RIPERT, *Agrégé*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1919

Thèse
Paris
1919.



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

83776.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
Participation des Ouvriers
AUX BÉNÉFICES
sous forme d'actions de travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 6 Décembre 1919 à 4 h. 1/2

PAR

Alexandre Gr. GUTU



Président : M. WAHL, Professeur

Suffragants : } MM. PERCEROU, Professeur
RIPERT, Agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

De la Participation des Ouvriers

AUX BÉNÉFICES

sous forme d'actions de travail

INTRODUCTION

De tout temps, dans les Sociétés civilisées, il y a eu des classes qui possèdent et des classes déshéritées.

Ces dernières ont toujours travaillé, plus ou moins durement, pour produire tout ce qui était nécessaire à leur propre subsistance, mais surtout à l'entretien et au luxe des classes riches.

De tout temps, ces éléments sociaux ont été en lutte continuelle. Sous des formes violentes, elle provoquait des révolutions, avec changement de régime et substitution de classes ; sous une forme paisible en apparence, dans la légalité, elle faisait pénétrer des éléments des basses classes dans celles supérieures.

Dans l'antiquité, Rome et la Grèce ont eu des préoccupations sociales semblables aux nôtres (1).

Si, à ces époques lointaines, ce n'était pas les *ouvriers* qui formaient la classe « à revendications », c'est que l'esclavage fournissait la presque totalité de la main-d'œuvre nécessaire à la production, et l'esclave était la *chose* du maître.

Le moyen âge connu, lui aussi, malgré la vie réduite autour des bourgades, des conflits entre les gens qui travaillaient et ceux qui faisaient travailler (2).

La Révolution française, avec la Déclaration des Droits de l'homme, suivie d'une période d'intense activité industrielle, limita le champ de ce genre de conflits autour de l'usine (3).

Le XIX^e siècle, avec les progrès industriels inconnus jusqu'alors, le machinisme, la spécialisation des tâches, l'accumulation de capitaux, l'agglomération ouvrière dans un espace restreint, donna à cette lutte un caractère aigu (4).

1. Souchon, *Les Théories économiques dans la Grèce antique*; Dubois, *Histoire des Doctrines* (Livre 1^{er}).

2. Les groupements de compagnonnage tels que : *Enfants de Salomon*, *Maître Jacques*, *Père Soubise*, se transformèrent rapidement en organisations combattives, pour défendre les salaires et lutter contre les patrons (Cf. Pic, *Tr. de législ. industrielle*, 4^e éd., n° 106).

3. Weil, *Histoire du mouvement social en France*; Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789 à 1870*, t. I, p. 104 et 105; Hydmann, *The historical bases of socialism in England*.

4. Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*; Vilermé

Une foule de penseurs, économistes et sociologues, cherchant une formule de juste répartition des richesses, donnèrent jour à des systèmes sans nombre et à des théories plus ou moins hardies où, très souvent, l'utopie rivalisait avec la générosité (2).

Tous ces systèmes se proposent, comme but, de supprimer les conflits entre la classe qui, de nos jours, possède les moyens de production et l'autre, qui ne dispose point de ces moyens.

Même ceux qui préconisent la *lutte des classes* pensent que c'est elle qui, rendant les prolétaires maîtres de tous instruments de production, supprimera tous conflits en éliminant la classe des *capitalistes* elle-même, il est vrai (3).

Une riche éclosion de doctrines économiques, accompagnée d'études sur la vie et la situation des ouvriers, finit par émouvoir l'opinion publique du monde entier (4).

Les ouvriers auxquels, peu à peu, vinrent se joindre les employés, prenant conscience de la force qu'ils représenteraient *unis*, se syndiquèrent et, bien

Tableau physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de soie, de laine et de coton ; Brouilhet, Les Classes ouvrières sous la Troisième République.

2. Lichtemberger, *Le Socialisme utopique*.

3. Karl Marx, *Le Capital*.

4. Le Play, *Les Ouvriers européens. Les Ouvriers des Deux-Mondes. L'Organisation du Travail* ; Lichtemberger, *le Socialisme au XVIII^e siècle*.

organisés, ils peuvent, de nos jours, traiter d'égal à égal avec les patrons.

L'élévation constante du coût de la vie, depuis la déclaration de guerre, la pénurie de main-d'œuvre, douloureusement aggravée par les pertes de vies humaines, enfin, les quatre ans et demie de chômage des industries productives des richesses nécessaires à la vie et non utiles à donner la mort, ont renforcé singulièrement la tendance au syndicalisme.

Le 1^{er} mai 1919, on a vu l'activité industrielle cesser, dans toute la France, en signe de solidarité ouvrière.

Les progrès du syndicalisme sont un fait qui nous paraît indiscutable. Ils se poursuivent en embrassant les professions les plus inattendues : acteurs, musiciens, jusqu'aux fonctionnaires... bien que ceux-ci aient encore quelques hésitations pour s'affilier à la C. G. T.

D'autre part, le législateur dut intervenir, de bonne heure, pour essayer d'apporter plus de bien-être dans la classe des ouvriers et, depuis une soixantaine d'années, on assiste, en France, comme d'ailleurs dans tous les pays industriels, à une production législative importante en faveur d'une *seule classe* de la société (1).

1. Raoul Jay, *La Protection légale des Travailleurs*, 1910 ; Mille rand, *Travail et Travailleurs* ; Jay, *L'Evolution du régime légal du Travail*.

C'est ainsi qu'une importante branche du droit privé (1), la *législation industrielle*, ne s'occupe que des ouvriers (2).

Un des systèmes envisagés, pour une meilleure répartition des richesses et une plus juste rémunération du travail, est celui de la Participation aux bénéfices, sous ses différentes formes.

Une des lois « à intérêt ouvrier » est bien celle du 26 avril 1917 qui, incorporée à la loi du 24 juillet 1867, régit, dans les Sociétés anonymes par actions, la participation aux bénéfices (et même au fonds social) des salariés, sous forme d'Actions collectives de Travail.

Cette loi, par son *but*, fait certainement partie de la législation industrielle, quoique ses conséquences se fassent sentir dans le droit commercial des Sociétés anonymes.

Par son but, en effet, on peut la classer parmi les lois ouvrières destinées à améliorer la condition des ouvriers, au même titre que les lois ou les réformes préconisées sur l'épargne, les mutualités, la coopération, le logement des ouvriers et les assurances sociales.

1. Nous croyons qu'il convient de ranger, dans le *Droit privé*, la Législation industrielle en tant que légiférant sur les contrats. Elle ne peut être comprise dans le *Droit public* que si on l'envisage comme tutelle administrative. Cf. Pic, *Le Centenaire du Code civil et le droit social de demain* (*Questions pratiques*, 1914, p. 474 et s.).

2. Pic, *Tr. de légis. indus.*, 4^e éd., 1912 ; Capitant, *Tr. de légis. indus.*

Si ce n'est pas une loi de protection, c'est bien une invitation législative, faite aux patrons, de prendre en considération le sort de leur personnel et de tâcher d'améliorer sa condition par une co-répartition des bénéfices.

Elle se rattache, ainsi, à tout ce mouvement doctrinal et législatif destiné à faire cesser les conflits entre le Capital et le Travail, pour atteindre la *paix sociale*.

En revanche, les conséquences de cette loi dérangent, il faut le dire dès le début, plus d'une notion juridique couramment admise, avant elle, dans le droit des Sociétés anonymes par actions.

Enfin, si c'est une « expérience sociale » ainsi que l'a qualifiée, au Sénat, M. le Rapporteur (1), la loi du 26 avril 1917 est aussi une expérience de greffage juridique de deux institutions bien distinctes jusqu'alors : la Société anonyme par actions et la Coopérative.

Nous ne saurions nous étendre longuement, ici, sur les applications du contrat de Participation aux bénéfices qui ont été tentées, ni étudier toutes les formes que ce contrat est susceptible d'embrasser ; mais, sous peine d'être incomplet et, par suite, de manquer à une vue d'ensemble, nous ne pouvons nous dispenser d'un examen rapide des types principaux (2).

1. Séance du 22 fév. 1916, *J. off.* du 23, p. 235, col. I.

2. Pour ne pas sortir du cadre de notre sujet, nous nous con-

Nous ne dirons qu'un mot de la Participation aux bénéfices simple. Ensuite nous passerons en revue quelques systèmes destinés à conduire à la Participation au capital. Ces systèmes, dans les Sociétés par actions, forment, avec l'attribution gratuite d'actions au personnel de l'entreprise, *l'actionnariat ouvrier*.

Enfin, avec les Actions collectives de Travail, nous étudierons et commenterons la loi du 26 avril 1917 qui, coupant court aux controverses antérieurement élevées sur la nature et la légalité de ces actions, leur a donné un statut juridique défini.

tenterons de signaler, pour une étude plus détaillée des applications essayées : Ch. Gide, *L'Actionnariat ouvrier* ; Granier, *Les Actions de Travail* (Préf. de M. Gide), p. 8 à 161 ; Antonelli, *Les Actions de Travail* (Avant-propos de M. Briand) ; Comte de Briey, *Essai sur l'association du Capital et du Travail par l'actionnariat ouvrier* (suivi d'une note de M. Briand), voir notam. p. 73 à 96 ; Lescat, *La Participation ouvrière aux bénéfices à Epinac et à Blanzay* ; Godin, *Solutions sociales* ; Waxweiler, *L'Actionnariat ouvrier* (Bull. mens. de la Fédér. des industriels, mars 1910) ; Germain Martin, *Les Actions de Travail* ; Gastineau, *L'Etat actuel de la Participation aux Bénéfices*, Th. 1906 ; Monti de Rézé, *le Labour copartnership*, Th. 1902. *Le Bulletin de la Participation aux Bénéfices*.

PREMIÈRE PARTIE
Différents systèmes
de participation préconisés antérieurement
à la loi du 26 avril 1917

CHAPITRE PREMIER

LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES SIMPLE

La participation aux bénéfices simple est connue, en France, depuis 1842. Elle fût, dès cette époque, appliquée dans la Maison Leclaire (actuellement Valmé, Brugniot et Cie). On pourrait même citer, comme première application faite d'une façon restreinte, celle de la Société d'assurances « L'Union », en 1838 (1).

§ 1^{er}. — **La Participation aux bénéfices**
doit être contractuelle.

Nous ne croyons pouvoir donner le nom de Participation aux bénéfices qu'aux entreprises où l'on

1. *Bull. de la Part. aux bénéf.*, an. 1915, p. 112 et 113.

découvre, à la base de la rémunération faite avec des bénéfices, un lien contractuel obligatoire.

A notre avis, la rémunération, pour constituer une participation aux bénéfices, doit être *contractuelle, supplémentaire au salaire, prise sur les bénéfices à un quantum déterminé* ou tout au moins aisément déterminable.

Charles Robert avait défini la Participation aux bénéfices : « une libre convention, expresse ou tacite, suivant le cas, par laquelle un patron donne à son ouvrier, en sus du salaire normal, une part dans ses bénéfices, sans participation aux pertes ». Cette définition, adoptée par la Société de la Participation aux bénéfices et par M. David F. Schloss, du *Board of Trade*, dans son rapport au Profit Sharing, a été acceptée par le Jury du Concours du prix de Chambrun (1).

Nous ne la croyons pas entièrement à l'abri de toute critique. A notre avis, elle devrait être corrigée comme suit : « ... une part, *déterminée d'avance ou facilement déterminable*, dans ses bénéfices... »

Nous éliminons donc, sans hésitation, du cercle de la Participation aux bénéfices, celle appelée *non contractuelle* et celle à *quantum non déterminé* ni déterminable.

Nous ne pouvons voir une participation là où il n'y a pas de contrat obligatoire pour le patron, là

1. *Bull. de la Part. aux bénéf.*, an. 1915, p. 67 en note.

où la simple volonté d'une des parties peut l'anéantir. Et c'est à cela que revient la participation qui ne se base pas sur un contrat joint au contrat de louage de services et déterminant rigoureusement les droits de chacun. La Participation dite « non contractuelle » et celle « à quantum non déterminé » ne peuvent former, tout au plus, que des libéralités plus ou moins accidentelles, des primes d'encouragement comparables aux étrennes, aux gratifications que nombre de Maisons de Paris donnent à leur personnel au moment de l'inventaire, etc... (1).

Par contre, nous ne croyons pas qu'il faille ajouter d'autres conditions à l'existence du contrat de participation ; ainsi, il n'est pas nécessaire que tout le personnel soit participant. Il arrive très souvent qu'un nombre restreint d'ouvriers ou d'employés, qui satisfont à certaines conditions, imposées par les patrons en vue d'une sélection de leur personnel, soit seul admis à la participation.

En vertu du principe de la liberté des conventions, nous ne pouvons pas admettre comme valables les conditions qu'un patron voudrait imposer à ses ouvriers pour les agréer à participer.

Il est bien entendu, toutefois, que les prescriptions

1. Les sommes réparties atteignent souvent des chiffres importants : ainsi, MM. Crane et Cie, Fonderie de cuivre, ont donné comme *Cadeau de Noël* en 1910, 425.000 dollars (2.125.000 francs). (*Bull de la Part. aux bénéf.*, 1915, p. 92 et s).

de l'article 6 du Code civil doivent être respectées ; de même qu'un patron ne pourrait faire renoncer, à ses employés, aux droits que la loi déclare non susceptibles de faire l'objet d'une renonciation anticipée, tel l'article 1780 du Code civil § 5.

Les conditions que les patrons imposent, le plus souvent, sont : l'ancienneté, l'âge du participant et la nature de la fonction (1). Il arrive parfois que le patron se réserve le droit de *choisir* ceux qui seront admis.

Très souvent, on oblige ceux qui veulent être des participants à acquérir une part du capital social. Dans ce dernier cas, à la participation aux bénéfices simple s'ajoute la participation au capital.

Nous n'avons aucune observation spéciale à faire sur les modes usités pour établir la part revenant au Travail. On peut prendre, comme base du calcul, les *bénéfices généraux* ou bien les *bénéfices cantonnés par ateliers*. On peut même convenir qu'un tant pour cent sur les ventes sera réservé au Travail et que, pour établir ce pourcentage, on devra voir dans quelle proportion respective se trouvent le Capital et le Travail. Pour apprécier le Travail en argent, on prendra le montant global des salaires qui, par rapport au Capital social investi dans l'entreprise, donnera une proportion qu'il faudra ensuite retrouver dans le pourcentage réservé au Travail.

1. Gastineau, *loc. cit.*, p. 21 et s.

Il peut être constitué un fonds de réserve destiné à répartir une somme d'argent, à titre de *participation*, dans les exercices qui ne donnent pas de bénéfices : Ce sont là des mesures de prévoyance qui se rapprochent de la constitution des réserves extra-statutaires dans les Sociétés anonymes et qui permettent, dans des cas pareils, de répartir, aux actionnaires, une somme d'argent, à titre de *dividende*. Dans le premier cas, la mesure est utile pour mettre, autant que possible, à l'abri des fluctuations financières imprévues de la Maison, les budgets ouvriers, comme dans le deuxième cas, la même mesure est utile à maintenir les cours normaux aux actions.

Le tantième, revenant à chaque participant, peut varier suivant le salaire, l'ancienneté ou l'importance des fonctions. Il se peut aussi qu'il y ait une combinaison de ces critères. Il faut seulement, à notre avis, que le contrat de participation prévoie, au moins implicitement, les distinctions à faire (1).

Nous repoussons au contraire, ici encore, le *bon plaisir* du patron. Nous ne croyons pas que celui qui est partie dans le contrat doive avoir le droit d'apprécier les mérites des participants comme bon lui semble et, partant, d'apprécier le taux du tantième revenant, chaque année, à chacun des ouvriers et employés.

1. Gastineau, *loc. cit.*, p. 39 et s.

Le système de l'appréciation patronale pour la fixation du tantième se confond, à notre avis, avec la participation à quantum non déterminé sur laquelle nous nous sommes déjà expliqué. Nous n'apercevons aucune différence entre la situation d'un patron qui dit à ses ouvriers : « En fin d'exercice, je vous donnerai ce que *je voudrai* pour partager entre vous, à titre de participation aux bénéfices de *ma maison* », et celle où le patron dirait : « Je donnerai tant pour cent sur mes bénéfices à qui *j'estimerai* le mériter. »

Pour le participant, la situation est la même ; il ne peut se considérer comme créancier conditionnel du patron, la condition étant l'existence de bénéfices.

Le tantième peut être payé directement aux participants, ou versé aux institutions de prévoyance destinées à améliorer leur sort. Dans ce cas, la participation doit être analysée, à notre avis, comme étant suivie d'une délégation, faite par les participants, des sommes leur revenant, aux institutions en question. Mais nous ne croyons que le versement du tantième, à des institutions semblables, cadre avec la participation, que si celles-ci doivent réellement subvenir aux besoins des participants. Ainsi, nous pensons conformes à la nature de la participation les versements destinés à former ou à augmenter les retraites des participants. Nous estimons indispensable que les sommes dûes, à ce titre, aux par-

ticipants entrent réellement dans leur patrimoine.

Enfin, le paiement, s'il est fait directement, peut être effectué immédiatement après la clôture de chaque exercice ou différé (1). Souvent, surtout si la part est importante, on combine les systèmes : Une part est payée immédiatement, une autre est retenue pour former un pécule et une troisième peut alimenter une caisse de retraite.

Les maisons appliquant le système de paiement différé ouvrent, d'habitude, un compte de dépôt à chaque participant (2) ; Ce compte sert à capitaliser les sommes versées à titre de participation. Le Capital, une fois formé, est employé à l'acquisition de parts d'intérêts dans l'entreprise (3).

Pour surveiller la participation et la régularité des comptes, les participants doivent jouir d'un droit de contrôle. C'est l'obstacle le plus grand à la généralisation de la participation. Il ne faut pas que l'autorité patronale soit diminuée (4), mais il est nécessaire que la gestion soit contrôlée.

Sans entrer, d'une façon détaillée, dans la discus-

1. Gastineau, *loc. cit.*, p. 51 et s. ; Albert Trombert, *Guide pratique*, p. 128 et s.

2. On cite comme exemple célèbre la South Metropolitan Gas Co, de Londres ; Granier, *loc. cit.*, p. 87 et s. ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 46.

3. Trombert, *Guide pratique*, p. 169 et s.

4. Warweiler, *La Participation aux bénéfices*, p. 159 ; Gastineau, *loc. cit.*, p. 88.

sion des avantages et inconvénients économiques de notre contrat, nous pouvons signaler, comme avantages (1) :

Réalisation d'une sérieuse économie dans la production ;

Formation et stabilisation à l'entreprise d'un personnel d'élite ;

Amélioration du sort des ouvriers.

Mais il paraît qu'il ne faut pas voir, dans ce contrat, une arme contre la lutte des classes ou contre les grèves (2), ainsi qu'on l'a dit, au Sénat et à la Chambre, à l'occasion de la proposition de loi sur les Sociétés anonymes à Participation ouvrière (3).

Charles Robert disait, avec juste raison : « Elle (la Participation) n'est guère possible qu'entre gens disposés à s'entendre ou à faire sérieusement la paix (4). »

Au cours des grèves qui ont éclaté pendant le printemps et l'été de 1919, aucune revendication ouvrière n'a porté sur ce contrat, mais bien sur l'augmentation directe des salaires, sur la semaine anglaise et sur la réduction de la journée de travail.

1. Gastineau, *loc. cit.*, p. 117 à 170.

2. Gastineau, *loc. cit.*, p. 153 et s.

3. Séance du Sénat du 22 février 1917, *J. off.*, du 23 février 1917, p. 230, col. III, ; Rap. Louis Deschamps, Doc. P. Ch., annexe n° 3207, p. 429, col. III.

4. *Le Contrat de la participation aux bénéfices : son caractère et ses avantages*, p. 27.

La loi des huit heures, du 23 avril 1919, fut, de même, votée sous la pression des travailleurs. La classe ouvrière *organisée* ne veut pas la participation (1).

§ 2. — Nature juridique de la Participation

Après avoir déblayé le terrain et montré comment nous envisageons la Participation aux bénéfices, il est de notre devoir d'examiner quelle est la nature juridique de ce contrat.

Nous ne croyons pas qu'il faille le considérer comme un contrat *sui generis*. Nous ne pensons pas que les contrats spéciaux sont en nombre illimité et que les particuliers peuvent en créer de nouveaux à toutes occasions. En effet, les éléments spécifiques qui servent à distinguer les différents contrats sont peu nombreux et ne peuvent former que des combinaisons en nombre défini (2).

La doctrine et la jurisprudence ne considèrent pas que le fait d'intéresser son employé aux bénéfices de

1. Parmi les affiches multicolores placardées sur les murs de Paris à cette époque et faisant connaître au public les revendications des classes laborieuses et les programmes de partis politiques, nous n'avons remarqué que celles de *La Ligue de combat démocratique* et celles du *Parti socialiste national* qui aient réclamé la Participation aux bénéfices soit simple, soit sous forme d'actions de travail. Il est à signaler que ces affiches appartenaient à des partis politiques et non à des organisations ouvrières.

2. Planiol, *Dr. Civ.*, 7^e éd., t. II, n° 1352 *bis*.

l'entreprise change le contrat de louage en société (1).

Toutefois, cette transformation peut survenir si d'autres clauses, même accessoires, démontrent, chez le chef de l'entreprise, *l'affectio societatis*. La clause la plus caractéristique, à ce sujet, est celle de *la participation aux pertes* (2).

Le droit aux *livres*, pour les employés intéressés, est très controversé. La majorité de la doctrine et de la jurisprudence ne leur accorde que le droit de *représentation* (3). La *communication* ne paraît leur avoir été reconnue que d'une façon accidentelle et sans faire appel à l'idée de société (4). Bien plus, deux des arrêts les plus récents, que nous avons déjà cités (5) ; (*Paris*, 21 novembre 1903 (D. 1905.2.13) et *Poitiers*, 8 juillet 1908 (D. 1908.2.341) leur refusent le droit à la communication des livres en se fondant, juste-

1. Planiol, *Tr. élém. Dr. Civ.*, 7^e éd., t. II, n° 1827, p. 587 ; Pardessus, *Cours de Dr. Com.*, 2^e éd., t. IV, n° 969, p. 5 ; Alauzet, *Com. du C. Com.*, t. I, n° 81 ; Bedarrive, *Soc. Com.*, n° 13 ; Lyon-Caen et Renault, *Tr. du Dr. Com.*, 2^e éd., t. I, n° 291 bis ; Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 483 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Soc.*, n° 24 ; Thaller et Pic, *Tr. des Soc.*, t. I, n° 77 et 78 ; *Cass.*, 17 avril 1872 (D. 1873.1.311) et 8 février 1908 ; *Aix*, 6 décembre 1888 (S. 1889.2.21).

2. *Lyon*, 23 janvier 1891 et *Sous-Cass.*, 17 avril 1893 (S. 1893.1.299).

3. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 11 et 483 ; *Req.*, 26 décembre 1866 (D. 1866.1.303) ; *Paris*, 21 novembre 1903 (D. 1905.2.13) ; *Poitiers*, 8 juillet 1908 (D. 1908.2.341).

4. *Paris*, 7 mars 1835 (D. 1835.2.95) ; *Nîmes*, 29 juillet 1864 (D. 1866.2.57) ; *Rennes*, 29 juin 1871 (S. 1871.2.83) ; *Bordeaux*, 30 janvier 1872 (S. 1872.2.66).

5. Note (3) précédente.

ment, sur l'énumération limitative de l'art. 14, C. com., et l'impossibilité d'assimiler un employé intéressé aux bénéfices à un associé. Ces arrêts sont considérés comme mettant la question sur son véritable terrain (1).

Parmi les lois étrangères qui ont prévu cette situation, le Code de commerce italien (art. 86), roumain (art. 97) et la loi anglaise du 5 juillet 1866 (28 et 29 Victoria, chap. 86) décident expressément que l'employé participant aux bénéfices n'est pas un associé.

Dans le silence de la loi française, la conclusion qui se dégage, d'après la doctrine et la jurisprudence que nous venons d'exposer, est la suivante : Le participant aux bénéfices n'est pas un associé et le contrat de participation n'est pas un contrat de société, *à moins d'une manifestation d'affectio societatis*. Celle-ci peut, d'ailleurs, résulter de clauses secondaires, telles que la participation aux pertes.

Nous ne pouvons nous rallier à cette conception, que nous croyons destinée à se modifier, sous l'impulsion des principes nouveaux introduits, dans la législation des Sociétés anonymes, par la loi du 26 avril 1917.

Nous estimons que la situation doit être renversée. On suppose, actuellement, que l'introduction de la

1. Note sous l'arrêt précité (D. 1908.2.341)

participation n'influe en rien sur les rapports entre patrons et participants, à moins d'une manifestation d'intention contraire. A notre avis, il faut considérer la participation comme un contrat de *société*, à moins de clause contraire.

Et voilà les raisons qui nous déterminent à voir de cette manière :

D'ores et déjà, on admet la possibilité d'un *apport* de société effectué *en travail*. Cet apport susceptible, à la rigueur, d'être apprécié en argent (1), ne peut consister qu'en travail non payé par le salaire normal.

On admet également qu'un participant aux bénéfices supporte les risques de perte, puisqu'il peut lui arriver de donner, *en pure perte*, un supplément de travail, en cas d'absence de bénéfices (2).

Enfin, le participant a l'intention, aussi bien que le patron, de faire des bénéfices.

Que manque-t-il donc à notre contrat pour être un contrat de société ? *L'affectio societatis du patron* qui peut être, d'ailleurs, déduite de la clause de participation aux pertes (3). A-t on besoin de prévoir une clause pareille lorsqu'on admet que, par le seul fait de la participation, l'intéressé supporte ces risques ?

1. Antonelli, *Les Actions de Travail*, p. 142.

2. Lyon-Caen et Renault, *Tr. de Dr. Com.*, 3^e éd., t. II, n° 58 et s. ; Thaller et Pic, *loc. cit.*, t. I, n° 47, p. 81 ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 124 et s.

3. *Suprà*, p. 22.

Le *but* de notre contrat a toujours été d'établir une *union* entre l'ouvrier et le patron. Celui-ci, en l'introduisant dans sa maison, a, par là même, reconnu l'insuffisance du contrat de louage de services, et pour payer intégralement les services rendus, et pour réaliser la *collaboration* du Travail et du Capital.

Mais la raison décisive qui nous détermine à ranger ce contrat dans la catégorie des contrats de société, c'est la loi du 26 avril 1917.

Il nous semble que le législateur a montré là dans quel esprit il faut analyser la participation (1). On peut critiquer sa conception, mais nous croyons qu'il y aurait une grave contradiction à voir des *associés* dans les participants de la loi du 26 avril 1917 et à refuser cette même qualité aux participants contractuels. La situation des deux catégories nous paraît identique à ce point de vue. Le fait que, dans le premier cas, le personnel de la société anonyme est caché par la personne morale, la *coopérative de main-d'œuvre* (2), qui est juridiquement le propriétaire des actions de travail, ne saurait nous arrêter.

1. «... Nous ne voulons pas voir, dans le titre prévu par la société à participation ouvrière en faveur du personnel, une simple créance. Ce personnel a, avec lui, un apport, l'apport travail ; cet apport établit l'*animus societatis* qui fera de lui un *associé* de l'entreprise... » Rapport *Deloncle* au Sénat, n° 386, année 1916, p. 35.

2. Nous analyserons plus loin sa nature.

La propriété de ces actions a été confiée à la coopérative parce qu'on voulait en faire une propriété collective, mais ici, comme dans la participation contractuelle, ceux qui ont réellement *l'affectio societatis*, ce sont les participants.

Dans les deux cas, les patrons se comportent de la même façon envers leur personnel. Ils reconnaissent que le travail n'était pas entièrement rémunéré par le salaire payé jusqu'à ce moment et ils décident, en introduisant la participation, d'accepter le *supplément de travail à titre d'apport de société*. Dans les deux cas, ce supplément de travail est rémunéré avec la part des bénéfices, et seulement s'il y en a. Tout comme dans le cas de la loi du 26 avril 1917, les participants contractuels supportent les risques de perte. Si on admet que c'est supporter des pertes, en cas d'absence de bénéfices, que de donner un supplément de travail sans supplément de salaire, dans le cas de la loi du 26 avril 1917, on doit admettre la même chose pour les participants contractuels. *Ubi eadem ratio ibi idem jus*.

La jurisprudence actuelle reconnaît, d'autre part, que la participation se transforme en *société* si l'*affectio societatis* du patron se manifeste par une clause de participation aux pertes (1).—

Les conséquences logiques de cette jurisprudence,

1. *Lyon*, 23 janvier 1891 ; *Sous-Cass.*, 17 avril 1893 (S. 1893.1. 299).

d'une part, et du changement survenu dans les idées sur la nature de l'apport d'une société et la participation aux pertes, d'autre part, nous amènent à la conclusion *que la participation contractuelle est un contrat de société et qu'il faudrait une clause formelle contraire pour ne la considérer que comme une forme spéciale de rémunération du travail*. Dans ce dernier cas, l'*affectio societatis* serait détruite, et par là même, la société.

Il ne saurait y avoir de pareille clause dans les statuts d'une société anonyme à participation ouvrière. La loi du 26 avril 1917 a créé un système qu'il faut prendre ou laisser en bloc. Mais nous ne voyons que cette seule différence, au point de vue qui nous intéresse en ce moment, entre la participation contractuelle et celle de la loi du 26 avril 1917. Nous avouons que nous n'en apercevons aucune entre l'*animus* des participants de la loi du 26 avril 1917 et celui des participants contractuels.

Quant à l'intention des patrons, on doit conclure, ainsi que la loi de 1917 nous y invite, qu'en introduisant chez eux la participation contractuelle, ils ont *voulu* faire une *société*, puisque le personnel prend part aux risques de perte.

Nous décomposerons, comme la loi du 26 avril 1917 l'a fait, le travail des participants contractuels en deux parties.

La première répond au contrat de louage de tra-

vail et reçoit, comme contre-prestation, le salaire normal.

La deuxième représente l'*apport* dans la société de participation et donne droit à une part des bénéfices.

La situation du participant contractuel, dérivant ainsi de deux contrats, est déterminée par leurs caractères spécifiques qui se combinent ensemble. Pour l'analyser, il ne faut pas perdre de vue son origine complexe. Il résulte de là, à notre avis :

A) Que le participant, pas plus que le patron, ne pourra se soustraire à l'application de l'art. 1780 C. civ. (1). Le contrat de louage l'emporte ici sur celui de société.

B) Le participant, bien que supportant les pertes (dans son apport), n'est pas tenu des dettes sociales. Il ne pourra donc être mis en faillite.

C) A moins de clause contraire, il ne saura non plus s'immiscer dans la gestion de l'entreprise (2). Mais il devra avoir le droit à la *représentation* et même à la *communication* des livres. Il n'y a aucun argument à tirer, de ces deux derniers traits, contre la nature que nous donnons à notre contrat, car il

1. Art. 1780 C. civ. « On ne peut engager ses services qu'à temps et pour une entreprise déterminée... »

2. Nous verrons, par la suite, que la loi du 26 avril 1917 est allée encore plus loin.

y a bien un *associé* qui est dans la même situation, c'est le commanditaire (1).

D) L'art. 549 C. com. modifié par les lois du 4 mars 1889 et du 6 février 1895 accordait, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, un privilège aux ouvriers et aux commis, pour certaines sommes pouvant leur être dûes par leur employeur.

Cet article vient d'être remanié par l'art. 2 de la loi récente du 17 juin 1919 (2) qui étend ce privilège aux artistes dramatiques et aux autres personnes employées dans les entreprises de spectacles publics, ainsi qu'aux *placiers*, aux *représentants de commerce* et aux *représentants d'industrie*. Ces trois dernières catégories de personnes sont assimilées aux *commis*. Pour ceux-ci, le privilège porte sur leurs salaires fixes, les *remises proportionnelles* et toutes les commissions qui leur sont définitivement acquises dans les six derniers mois précédant le jugement déclaratif. La loi du 17 juin 1919 a établi uniformément la *durée* de ce privilège à *six mois*.

Nous ne croyons pas qu'on doive tirer argument de ce texte contre notre conception sur la nature juridique de la participation aux bénéfices. L'art. 549 accordant un privilège est, en effet, *exceptionnel*. L'interprétant restrictivement, il ne saura être

1. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*

2. *J. off.* du 19 juin 1919. L'art. 1^{er} de cette loi modifie l'art. 2101 C. civ. § 4.

étendu à des situations autres que celles qu'il prévoit. Le législateur a pris en considération la situation spéciale des commis, des placiers et des représentants qu'il est d'usage de rétribuer au moyen de remises proportionnelles. Il a voulu, comme pour les *salaires fixes* des ouvriers et des artistes dramatiques, assurer à ces commis les remises proportionnelles qui constituent, pour eux, le véritable salaire, mais il n'a pas pensé au contrat de participation aux bénéfices. L'ancien art. 549 C. com. § 4 contenait les mots : remises proportionnelles *allouées à titre d'appointements*, qui montraient bien comment le législateur considérait les remises effectuées aux commis.

Ici encore, le contrat de louage prend le pas, d'une façon restreinte, sur le contrat d'association.

La participation est un contrat de société ; mais quelle sorte de société, commerciale ou civile ?

Nous ne voyons pas pourquoi ce serait une société commerciale, à moins qu'elle ne le devienne en vertu de la théorie de l'accessoire.

Pour le surplus, il y a de grandes difficultés pour savoir *quel genre* de société commerciale : en nom collectif, en commandite, simple ou par actions, anonyme ou en participation ? C'est cette dernière catégorie qui pourrait abriter, à la rigueur, notre contrat (1), à la condition de se rallier à la doctrine

1. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, n° 60.

qui voit, dans la société *en participation*, une société *occulte*. Comme celle-ci, le *contrat de participation* ne doit pas être publié.

Les développements que nous avons consacrés au contrat de participation aux bénéfices justifient la première correction que nous avons faite à la définition reproduite d'après Charles Robert (1). Cette définition, d'après ce que nous avons vu, appelle encore d'autres modifications.

Nous supprimerons le mot *libre* qui, dans cette définition, qualifie la convention. Toute convention, pour ne pas être entachée d'un vice de volonté, doit être libre.

De même, nous effacerons le membre de phrase « sans participation aux pertes ». D'après les idées modernes, le participant prend part aussi bien aux pertes qu'aux bénéfices ; nous l'avons vu précédemment (2) et c'est ce dernier fait qui nous décide à classer ce contrat parmi les contrats de société.

Nous arrivons, ainsi, à la définition suivante : « *La participation est un contrat de société, exprès ou tacite, par lequel un patron donne au participant (3), en sus du salaire normal, une part déterminée ou facilement déterminable dans ses bénéfices* ».

1. *Suprà*, p. 14.

2. *Suprà*, p. 24 et s.

3. Employé ou ouvrier.

CHAPITRE II

L'ACTIONNARIAT OUVRIER

La participation aux bénéfices simple n'ayant pas donné tous les résultats qu'on en attendait, de nombreux industriels ont essayé d'autres moyens pour faire participer leur personnel aux bénéfices. La plupart se sont engagés dans une voie nouvelle : Ils intéressent leurs ouvriers et employés au capital même.

Dans les sociétés par actions, la première chose qui se présentait aux initiatives était l'action. Le résultat à atteindre était de faire parvenir un nombre d'actions de la maison dans le patrimoine des participants.

En Angleterre (1), la chose était plus facile, car la loi anglaise des sociétés permet l'acquisition, par l'ouvrier, *d'un droit* sur le *stock*. Le *stock* est le capital social considéré dans son ensemble et sans tenir compte de sa division en *actions*.

De plus, dans les compagnies de gaz anglaises, où la copartnership s'est développée avec le plus de succès, *l'échelle mobile* des salaires faisait coïncider l'intérêt des actionnaires et celui des ouvriers. C'était

1. Granier, *loc. cit.* p. 87 et s.

pour stimuler le travail des ouvriers et les inciter à faire des économies de matières premières, chose qui ferait augmenter les bénéfices de l'entreprise, que les compagnies de gaz de Londres avaient adopté ce mode de rétribution. Or, il consiste à augmenter le salaire en proportion directe des bénéfices et inverse du prix de vente du mètre cube de gaz.

L'actionnariat ouvrier a été défini : (1) « Un ensemble de mesures tendant à faire pénétrer l'élément ouvrier dans les assemblées d'actionnaires ».

Pour faire entrer les ouvriers dans ces assemblées, on essaye de les transformer en actionnaires.

Suivant que la propriété des actions des ouvriers est *individuelle* ou *collective*, on distingue l'actionnariat individuel ou collectif.

§ 1. — L'actionnariat individuel : A) Modes d'acquisition des actions par les ouvriers ;
B) Droits des ouvriers actionnaires.

A) *Modes d'acquisition des actions par les ouvriers*

L'action peut devenir propriété des ouvriers de l'entreprise par trois moyens : (2) a) Souscription semblable aux souscriptions des capitalistes ; b) Acquisition au moyen des sommes provenant d'une

1. Brouilhet, *Opinions sur l'actionnariat ouvrier* (Questions pratiques 1910, p. 65).

2. Ch. Gide, *L'Actionnariat ouvrier*, broch. ; Granier, *loc. cit.*, p. 8, 85 et 122.

participation aux bénéfices précédente ; c) Attribution gratuite, aux ouvriers, d'un nombre d'actions.

a) Le premier système, au point de vue juridique, ne présenterait aucune difficulté si les ouvriers achetaient leurs titres en Bourse, au cours ; mais les choses ne peuvent se passer ainsi, attendu qu'ils ne disposent pas de sommes importantes pour faire de pareilles opérations.

Pour leur en faciliter l'accès, les compagnies devraient émettre des titres à des taux très faibles. L'art. 1^{er} § 1 de la loi du 24 juillet 1867 s'y oppose, en France. Une proposition de loi, déposée le 26 octobre 1895, à la Chambre, par MM. Georges Graux, Méline, Jonnart et Boudenoot, tendait à abaisser le taux minimum des actions à 25 francs, dans toutes les sociétés par actions. Cette proposition de loi, reprise en 1899 par MM. Georges Graux et Boudenoot, n'aboutit pas (1).

Il nous paraît regrettable que le taux des actions des sociétés anonymes ne puisse être abaissé en faveur du personnel, pour lui permettre d'acquérir des intérêts dans l'entreprise qui l'emploie. Il nous semble que ce système eût été plus simple, et peut-être plus efficace, pour faire entrer les ouvriers dans les assemblées d'actionnaires, que celui de la loi du 26 avril 1917.

1. L. Deschamps, Rapp. Ch. Annexe n° 3207, p. 428.

On aurait pu imposer un *délai* de quelques années d'existence aux sociétés qui auraient voulu émettre, à un cours assez bas, des actions destinées à leurs salariés. Ces actions, sauf la faculté de préemption pour la société et des primes pour les participants qui auraient gardé leurs titres, auraient dû, à notre avis, être négociables. L'incessibilité, imposée très souvent dans certains établissements employant ce système (1) et qui caractérise les actions de travail de la loi du 26 avril 1917, nous semble peu conforme au cadre juridique de *l'action*.

L'acquisition des actions, par les ouvriers, se fait au moyen de leurs deniers économisés, ce qui est très rare, ou avec des retenues effectuées, d'un commun accord, sur leurs salaires.

b) Le deuxième moyen pratiqué pour introduire l'actionnariat ouvrier consiste à le faire précéder par une participation aux bénéfices contractuelle. Celle-ci fournira les fonds nécessaires à l'achat des titres.

Pour soustraire une partie des sommes, revenant aux participants, à leur gaspillage, on emploie, d'habitude, un système de retenues faites sur les tantièmes.

Ces reterues, versées dans un compte de dépôt au nom de chaque participant, et capitalisées, seront converties ensuite en actions : La conversion elle-même peut être facultative ou obligatoire (2). Dans

1. Granier, *loc. cit.*, p. 59 et s.

2. Granier, *loc. cit.*, p. 85 et s.

les compagnies de gaz de Londres, le simple versement des retenues donne, au participant, *un droit sur l'ordinary stock*.

Une société peut offrir, à son personnel, des actions nouvelles, pourvu qu'elle remplisse les formalités requises pour toute augmentation de capital et que ces actions ne soient pas émises à un taux au-dessous du taux légal.

Mais elle peut aussi racheter, en Bourse, une partie de ses actions et les offrir ensuite à ses participants.

Il faut, pour cela, que la société exécute l'opération avec des sommes provenant des bénéfices ou bien, dans le cas contraire, l'achat doit être suivi d'une revente immédiate au personnel ; autrement, elle diminuerait son capital social et elle rembourserait les actionnaires de leur mise sans aucune publicité.

Si le cours des actions de la société est en baisse, ce deuxième mode d'introduction de l'actionnariat chez elle peut lui être très avantageux.

M. Mildé a exposé, dans l'*Opinion* (1), un système qui part de la participation aux bénéfices. Ce système se distingue par un double amortissement des actions de capital.

Chaque action, amortie par le tirage au sort, serait remplacée par deux actions : la première, de jouissance, serait remise à l'ancien actionnaire, à qui elle

1. N^{os} des 25 janvier, 1^{er} et 8 février 1908. « Comment rendre les ouvriers propriétaires » et en broch., Paris. Barnagaud 1908.

donnerait tous les droits attachés à ce genre d'actions. Elle ne serait munie que du coupon *de dividende*. La deuxième, de travail, avec le coupon *d'intérêt*, reviendrait au participant qui l'aurait acquise avec sa part dans les bénéfices.

A ce premier amortissement, l'actionnaire capitaliste devrait prendre l'engagement de subir un deuxième remboursement, qui aurait pour effet de lui faire perdre tous ses droits, d'une part, et, de l'autre, de compléter l'action de l'ouvrier. Dorénavant, cette action serait pourvue des deux coupons : d'intérêt et de dividende ; mais l'ouvrier devenu, de cette manière, capitaliste, subirait, à son tour, le double remboursement, comme l'avait subi le premier actionnaire.

Le capital social serait, de cette façon, continuellement renouvelé par le travail. Périodiquement, les actions se dédoubleraient, se reformeraient, pour se dédoubler à nouveau.

Ce système serait *obligatoire* pour les sociétés concessionnaires de l'Etat et *facultatif* pour les autres. Dans ce dernier cas, les initiatives devraient être encouragées par des exemptions fiscales.

Nous ne saurions passer sous silence le système de M. Jean Granier (1). Après avoir exposé et critiqué les systèmes capitalistes et ceux qui se fondent, soit sur l'amortissement des actions de capital, ana-

1. *Les Actions de Travail*, Paris, 1910, préf. de M. Gide.

lysé comme un remboursement, (1) soit sur la participation au fonds social sous forme d'actions de travail collectives (2), cet auteur conclut (3) en faveur de *la part bénéficiaire de travail*. Celle-ci formerait le pendant de *la part de fondateur* et, comme cette dernière, elle ne donnerait droit qu'à une part dans les bénéfices, *sans accès aux assemblées* d'actionnaires. De plus, elle serait individuelle, car : « l'intérêt de l'ouvrier à la participation collective au capital serait, dit-il, tellement dilué que l'on ne pourrait en attendre aucun effet utile. » (4).

Enfin, son système serait *facultatif*.

Si nous devons choisir entre les conceptions préconisées avant la loi du 26 avril 1917, c'est à celle-ci qu'iraient toutes nos préférences.

c) Le troisième mode d'introduction de l'actionnariat ouvrier est celui de *l'attribution*.

Ce procédé, qui se trouve à la base d'un certain nombre de systèmes (5), adopté par la loi de 1917, a été mis en pratique dans quelques entreprises, parmi

1. Granier, *loc. cit.*, p. 281 et s.

2. Granier, *loc. cit.*, p. 337 et s.

3. Granier, *loc. cit.*, p. 343 et s.

4. Granier, *loc. cit.*, p. 338.

5. J. Godart, Ch. dép. ses., 1909 annexe n° 2487; Parsons et Antonelli, *La Grande Revue* 1909, p. 213 et s.; Antonelli, *Les Actions de Travail dans les Sociétés anonymes à participation ouvrière*, avant-propos de M. Briand, Alcan Paris, 1912; Comte de Briey, *Essai sur l'association du Capital et du Travail par l'actionnariat ouvrier*, suivi d'une note de M. Briand; Fernand Rome, *Le Contrat collectif et les syndicats professionnels*.

lesquelles on doit rappeler la fabrique de savon de Port-Sunlight, de MM. Lever frères, en raison du rôle important que son exemple a joué dans les travaux préparatoires de notre loi précitée (1).

Voici en quoi il consiste. Des actions sont attribuées gratuitement aux ouvriers. Ces titres ne représentent aucun *apport* de capital. Les auteurs qui préconisent ce système, analysent la situation au point de vue économique. Ils disent que, l'action étant une portion du *fonds social*, on conçoit aisément qu'elle puisse prendre des aspects divers. Etant donné que ce fonds social peut avoir, à la dissolution, une valeur supérieure à celle du capital versé en numéraire, il est naturel que les associés voient une partie des droits aller à d'autres que les actionnaires de capital, qui ont contribué également, par leur travail, à créer cette plus-value (2). Les actions attribuées aux ouvriers représenteraient une part de cette plus-value produite avec leur concours.

Cela revient à dire, il nous semble, que les entreprises attribuant des actions à leurs ouvriers reconnaissent que les ouvriers fournissent un travail supérieur au salaire reçu. Il reste ainsi un supplément de travail non payé qui pourrait former un apport de services successifs.

1. Granier, *loc. cit.*, p. 133 ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 51 et s. - Waxweiler, *L'Actionariat ouvrier*, p. 205, qui le juge sévère ; ment. Rap. Deloncle, Sénat année 1916, n° 386, p. 22 et s.

2. Antonelli, *loc. cit.*, p. 154 et 155.

Très souvent, les auteurs qui adoptent *l'attribution* accordent la propriété des actions à des collectivités : la classe ouvrière, le syndicat professionnel ou le groupement de l'usine. Les uns attribuent les actions de Travail aux ouvriers, purement et simplement ; d'autres ne le font qu'après avoir amorti les actions de capital (1).

B) Les droits des ouvriers actionnaires (2).

La propriété de toute action confère, à l'actionnaire, les droits essentiels suivants : *a)* de prendre part aux assemblées d'actionnaires ; *b)* de disposer de son titre ; *c)* de prendre part à la distribution des dividendes.

a) Droits aux assemblées. — Les entreprises qui ont introduit l'actionnariat ouvrier chez elles ont toujours eu soin d'éviter l'ingérence des éléments ouvriers dans leur administration (3). Pour y arriver, elles ont interdit, à ces éléments, toute participation aux conseils d'administration et rendu plus ou moins

1. Nous avons déjà vu qu'un amortissement peut avoir lieu avec des sommes provenant d'une *participation* aux bénéfices précédente. Ici il s'agit de l'amortissement habituel, fait avec des bénéfices, sans toutefois, que ce soient des tantièmes revenant à des participants. V. *infra*, *l'Actionnariat collectif*.

2. Nous laissons de côté, pour le moment, les droits attachés aux actions de Travail de la loi du 26 avril 1917.

3. Granier, *loc. cit.*, p. 68 et s.

difficile celle aux assemblées. Même les maisons qui paraissent les plus libérales à cet égard s'arrangent à ce que les ouvriers n'y jouent pas un rôle important. Très souvent les actionnaires ouvriers n'ont qu'une voix *consultative*. Si les statuts n'imposent d'autre condition, pour l'accès aux assemblées, que la possession d'un nombre minimum d'actions, l'article 27 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, donne la possibilité, aux ouvriers, de se grouper, afin de se faire représenter à ces assemblées par un d'entre eux. Mais, même dans ce cas, il est évident que l'élément ouvrier ne saurait y jouer un rôle important au point de vue *délibération* (1).

b) *Disposition du titre*. — La *négociabilité* du titre, trait caractéristique de l'action, a été aussi bien déformée.

Pour éviter que des étrangers puissent prendre la place des ouvriers, en achetant leurs titres, et pour mettre, à l'abri des spéculations financières, l'épargne ouvrière, les statuts prévoient, presque toujours, certaines conditions rendant la cession des titres ouvriers difficile, sinon impossible. On remarque, parmi ces conditions : l'autorisation du Conseil d'administration, le droit de préemption en faveur de la société ou une cessibilité restreinte entre les participants.

1. V. pour les *conseils d'ouvriers* de la Maison Japy frères et les *Tolliery councils* des chantiers de Sir Christopher Furness, Garnier, *loc. cit.*, p. 71 et s.

En revanche, on trouve très souvent l'obligation, pour le salarié, de vendre son titre en quittant l'entreprise.

Le droit de propriété de l'ouvrier-actionnaire est, dans le premier cas, restreint quant à son *étendue* ; dans le deuxième cas, il est restreint quant à sa *durée* : l'action devient temporaire (1).

Ce sont les entreprises et les systèmes, qui admettent *l'attribution* gratuite comme mode d'acquisition des actions, qui entourent ces titres de plus d'entraves (2), tandis que les sociétés qui adoptent des modes d'acquisition se rapprochant des méthodes capitalistes sont plus libérales (3). Dans les conceptions du premier groupe, on va même jusqu'à rendre les titres incessibles et insaisissables pendant que l'ouvrier reste à l'usine. Lorsqu'il quitte l'entreprise, on lui retire son titre, si l'actionnariat est individuel, ou on lui fait perdre tous les droits qu'il lui confère, si l'actionnariat est collectif.

L'actionnariat ouvrier, tel qu'il est pratiqué, se caractérise par le fait que l'ouvrier ne doit jouir de sa qualité d'actionnaire que pendant le temps qu'il est employé dans la maison.

1. Granier, *loc cit.*, p. 133 et s.

2. V. pour la Maison Lever Frères Ltd Granier, *loc. cit.* p. 140 ; Waxweiler, *loc. cit.* p. 205 ; Antonelli, *loc. cit.* page, 26 et s. et 47 et s.

3. V. pour le Steel Trust et pour les Compagnies de gaz de Londres, Granier, *loc. cit.* page 51 et s. et 87 et s.

De toute façon, il nous semble que l'action ouvrière, pour ne pas sortir du cadre juridique de l'action, doit être susceptible, malgré toutes les conditions imposées, de faire l'objet d'un trafic courant.

c) *Participation aux distributions de dividendes.*

— Ce droit est le véritable but, il faut l'avouer, des actionnaires et surtout des ouvriers participants. Les actions ouvrières pourraient conférer les mêmes droits, à ce point de vue, que les actions ordinaires. Pourtant, très souvent, elles prennent le caractère des actions de *priorité* par l'attribution d'une rémunération fixe, garantie d'avance, et d'un intérêt variable.

Enfin des gratifications spéciales, calculées d'après l'ancienneté, le chiffre du salaire ou la durée de la participation, peuvent s'ajouter au dividende. Elles sont destinées à encourager les participants à garder leurs titres, s'ils sont cessibles, et à former une élite ouvrière attachée à l'entreprise.

§ 2. — L'Actionnariat collectif.

Si on se place au point de vue des modes d'acquisition des titres, on observe que la plupart des systèmes, qui préconisent l'actionnariat ouvrier collectif, se rattachent à l'*attribution*.

Une place à part doit être faite, pourtant, à la

conception de M. Périssé (1), qui part de la participation aux bénéfices, établie sur les bénéfices nets, suivant une proportion qu'il indique (2).

Chaque participant ne recevrait que la moitié de sa part. L'autre moitié irait former des réserves : il y en aurait une pour les participants intellectuels et une pour les manuels. Dans la limite des fonds ainsi constitués, les participants subiraient une part proportionnelle dans les risques de pertes. De plus, formant une augmentation du capital social, ces réserves seraient représentées par des Actions de Travail.

Ce système, qui ne cherche pas la suppression de la propriété individuelle, se rapproche pourtant des conceptions de l'actionnariat *collectif*, car les actions de Travail devraient être *collectives*, pendant tout le fonctionnement de la société. Elles ne deviendraient individuelles qu'à sa *dissolution* ; mais, à ce moment, toutes les actions ne doivent-elles pas disparaître ?

Le régime préconisé par M. Périssé est facultatif.

Les autres systèmes d'actionnariat collectif, adoptant comme moyen d'introduction, l'*attribution*, peuvent être ramenés à deux groupes : Le premier comprend ceux qui préconisent les actions de *jouis-*

1. *Le Temps* des 7, 9, 11 septembre 1909 et *Paris Chaix* 1903 « Les Grèves et la Participation aux bénéfices dans les mines ».

2. 28 o/o aux capitalistes, 12 o/o aux intellectuels et 60 o/o aux manuels.

sance de travail et le deuxième ceux qui préconisent les actions de travail, proprement dites, de *capital* si on osait les appeler ainsi.

a) *Les Actions de jouissance de Travail.* — Nous avons vu (1) qu'un auteur avait proposé, pour introduire l'actionnariat ouvrier, l'amortissement des actions de capital des sociétés anonymes, cette opération devant être faite avec des sommes revenant aux ouvriers, à la suite d'une participation aux bénéfices précédemment introduite. Les auteurs dont nous nous occuperons, dans ce paragraphe, partent de l'amortissement des actions tel qu'il est pratiqué, actuellement, par les capitalistes eux-mêmes (2), mais ils l'analysent comme un véritable remboursement de la mise de l'actionnaire, et cela, aussi bien pour les sociétés ayant obtenu une concession de l'autorité publique, que dans les sociétés ordinaires.

Nous ne saurions nous étendre longuement, ici, sur la nature juridique de l'amortissement des actions, ni sur celle des actions de jouissance. Néanmoins, en raison de l'importance que les actions de *jouissance* de travail ont eue dans l'évolution des idées sur les actions de travail, nous ne pouvons nous dispenser de donner un aperçu sommaire de la question.

1. *Suprà*, p. 36.

2. *Suprà*, p. 40 note (1).

On a prétendu (1) que l'amortissement, pratiqué par les sociétés anonymes, était un véritable remboursement du capital.

Pour les sociétés concessionnaires, nous croyons aussi que l'amortissement doit s'analyser comme un remboursement du capital. On peut le justifier (2) en disant que ces sociétés (et on pense surtout aux Compagnies de chemin de fer) sont antérieures aux lois réglementaires des sociétés par action ; que le décret les autorisant leur a créé un état particulier et, enfin, que ces compagnies sont garanties par l'Etat.

Pour légitimer le remboursement, dans les nouvelles concessions, on essaye de s'appuyer sur différents arguments (3), mais il nous semble qu'il faille rentrer dans la règle et ne l'admettre que s'il est fait avec des bénéfices nets ou si l'accumulation des réserves devient trop gênante (4).

1. Valéry, *Revue gén. de droit*, 1906, p. 32 et 121 ; 1907 p. 110-208 et s., 316 et s. et 481 et s ; Ripert, *Annales de droit com.* 1907 page 372 ; Bouvier-Baugillon, *Journal des Sociétés* 1906, p. 453 et s ; Lyon-Caen et Renault, t. II, p. 463 et s ; Perroud, *Annales de Droit Com.* 1907, p. 435 et s, qui voit un remboursement dans les rapports entre la société et l'actionnaire et une distribution de dividende exceptionnel dans les rapports entre la société et les tiers. Pic., *loc. cit.* t. II, n^{os} 805 et 811.

2. Thaller, *Tr.* 4^e éd., n^o 589.

3. Morel, *Des actions de jouissance*, Th. 1903, considère l'Etat comme créancier privilégié ; Valéry, *Revue générale de Droit*, 1906, page 121, compare la société concessionnaire à un usufruitier de rente viagère.

4. Granier. *loc. cit.*, page 316 et s.

Dans les sociétés concessionnaires, la presque totalité du capital social, en fin de concession, revient gratuitement à l'autorité concédante. Le capital de ces entreprises consiste, presque toujours, en constructions et travaux d'art et les cahiers des charges n'oublient jamais d'en transférer gratuitement la propriété à l'autorité concédante, à la fin de la concession. Dans ces conditions, jamais l'actionnaire ne pourrait être remboursé de sa mise. Les Compagnies de chemin de fer ont donc pris l'habitude de réserver périodiquement, sur les bénéfices, une somme suffisante pour le remboursement des actionnaires. Puisque le capital social s'évanouit à la fin de la concession, il nous paraît impossible de soutenir que l'amortissement n'est pas un remboursement anticipé du capital.

Il n'en est pas de même dans les sociétés ordinaires où, après l'amortissement, il reste encore un capital social intact qui sera partagé à la dissolution ; où ce capital est représenté par des actions de jouissance ; où l'associé *remboursé* reste dans la société et continue à toucher un dividende (1). Il est admis aux assemblées générales. S'il était véritablement remboursé, son titre d'*associé* devrait être supprimé en même temps que son titre de *créancier*.

Les sociétés qui divisent la rémunération, offerte aux actionnaires, en coupon d'*intérêt* et coupon de

1. Thaller. *Tr.*, 4^e éd., n° 585.

dividende, ne le font que pour montrer, d'une façon plus frappante, la prospérité de l'entreprise. Si, après l'amortissement, le coupon d'intérêt disparaît, c'est parce que l'actionnaire de jouissance a déjà reçu antérieurement, lorsque le bilan le permettait, en une seule fois, la totalité des dividendes représentée par tous les coupons d'intérêt. Cette somme d'argent aurait aussi bien pu être réservée jusqu'à la dissolution de la Société et partagée à ce moment (1). Elle aurait encore pu être distribuée, entre *tous* les actionnaires, au fur et à mesure de son apparition ; dans ce cas, elle aurait grossi le dividende de chacun. Au lieu de tout cela, la société la partage entre quelques-uns de ses actionnaires, sortis au tirage, par parts égales au montant de leur mise. Elle partagera, une autre fois, une somme équivalente, prise sur les dividendes de tous, entre d'autres actionnaires qui sortiront au tirage prochain. Il n'est donc pas juste de voir, dans l'actionnaire, un *créancier* touchant un *intérêt* et un *associé* participant aux distributions de *dividendes*. L'actionnaire est un *associé* et il participe aux *gains* et aux *pertes*.

Nous nous rallions donc à la doctrine qui voit une distribution de dividende *exceptionnel* (2) dans l'amor-

1. Thaller. *Tr.*, n° 588.

2. Thaller, *Dissert. Journ. des Soc.* 1906, page 483 et s. et *Tr.* 4^e éd, n° 587 ; Morel, *Des Act. de Jouis.* Th. 1903, p. 94 ; Maria, *Etude sur les Act. de Jouis.* 1909, préf. de M. Thaller, p. 33 ; Granier, *loc. cit.* p. 300.

tissement pratiqué par les sociétés anonymes ordinaires. Pour nous, une action amortie n'est pas une action remboursée, mais une action qui a reçu, en bloc, un dividende grossi des parts de dividende qu'elle aurait touchées soit peu à peu, au cours de l'exploitation, soit à la dissolution, en partageant le fonds social, ou encore qu'elle aurait dû recevoir antérieurement.

Les auteurs qui proposent des systèmes d'actions de *jouissance* de travail, admettent la thèse contraire, en ce qui concerne l'amortissement. Ils soutiennent que l'amortissement est un remboursement effectif, un partage anticipé du fonds social et ils déduisent, ensuite, que les capitalistes, ayant été remboursés, n'ont rien à dire s'ils sont remplacés, dans la propriété de l'entreprise, par les ouvriers.

Il n'en est pas moins vrai que tous ces systèmes cachent, plus ou moins bien, une expropriation.

C'est M. Fernand Rome (1) qui, le premier, donna une forme juridique à l'action de jouissance de travail dans le *contrat d'intérêts*.

Cette action naîtrait par l'amortissement des actions de capital et serait une partie de la part globale, revenant aux *ouvriers de l'usine*, dans la plus-value produite avec leur concours. M. Fernand Rome reconnaît des droits au *Travail* et non aux travailleurs.

1. *Le Contrat collectif et les syndicats professionnels.*

M. Justin Godart, dans deux propositions de lois à la Chambre des Députés, a exposé un système complet.

La première (1) prévoit, pour toutes les sociétés anonymes, l'amortissement *obligatoire* de leurs actions. Un prélèvement d'un dixième serait fait sur les bénéfices. La moitié de ce prélèvement serait destinée à l'amortissement et l'autre alimenterait le fonds de réserve. Chaque action amortie serait remplacée par deux actions de *jouissance*, toutes les deux donneraient les mêmes droits aux porteurs ; une seule reviendrait à l'ancien porteur de l'action de capital amortie ; l'autre, appelée action de jouissance de travail, reviendrait au *Travail*.

La deuxième proposition de loi de M. Godart (2) vient ici compléter sa première. Elle prévoit la création d'une *Caisse Nationale de Crédit au travail* qui aurait la gestion des actions de jouissance de travail. La propriété de ces actions serait attribuée à la classe ouvrière entière, représentée par la Caisse Nationale, et les revenus devraient être employés en œuvres sociales, pour éviter la création d'une main-morte trop considérable. Cette Caisse représenterait, par ses délégués, le Travail, dans les assemblées d'actionnaires des sociétés.

En attribuant la moitié des actions de jouissance

1. Ses. 1909, n° 2487, p. 2, annexée à la séance du 17 mai 1909.

2. Ch. 1909. Doc. Parl., n° 2488.

à la classe ouvrière, il nous semble que M. Godart exproprie d'autant les anciens actionnaires. Comme, d'autre part, ces fonds devraient être employés en œuvres qui, sans cela, incomberaient à l'Etat, on a pu apprécier, avec raison, ce système comme suit : « L'Etat touche, jusqu'à présent, 4 o/o sur les dividendes des sociétés. On veut élever ce prélèvement à 50 o/o par étapes, par gradation. C'est en ces termes, en dépit de ce qu'ils ont de brutal, qu'elle (la proposition de loi de M. Godart) demande à être examinée » (1).

Ces propositions de loi n'ont pas abouti. En 1909, le législateur a été effrayé par le principe obligatoire. En serait-il de même actuellement ?

b) *Les actions de Travail proprement dites.*— Pour être complet, dans l'opposition que nous avons entreprise entre l'actionnariat individuel et l'actionnariat collectif, nous dirons quelques mots, dans ce paragraphe, sur ce type d'actions. Mais, consacré par la loi du 26 avril 1917 qui forme notre véritable sujet, il nécessitera des développements considérables auxquels nous réserverons toutes nos deux dernières parties.

Ce système, dans sa forme juridique, a été mis en honneur par MM. Parsons et Antonelli. D'après ces auteurs, il n'exigeait aucune intervention législative,

1. Thaller, *Annales de Droit Com.*, p. 343 et suiv.

rentrant dans le cadre des sociétés anonymes ordinaires (1). Ce régime, facultatif, n'était envisagé que pour elles. Les actions, remises aux ouvriers, leur étaient acquises gratuitement, ou plutôt en représentation de leur apport-travail qui consistait en services futurs. La propriété des actions de travail appartenait à la collectivité ouvrière de l'entreprise, constituée en coopérative, et la faisait participer à la gestion, aux bénéfices et même au partage du fonds social, après remboursement des actions de capital.

C'est le système adopté, dans ses grandes lignes, par la loi du 26 avril 1917. Pour éviter les redites, nous ne ferons sa critique qu'en commentant la loi. Nous nous contenterons, pour le moment, de souligner l'importance qu'a eue le livre de M. Antonelli (2) dans son élaboration.

De même que M. Antonelli, M. Deloncle, le Rapporteur au Sénat, prend comme modèle d'application pratique, l'action ouvrière gratuite de MM. Lever frères, fabricants de savons à Port-Sunlight (3). Il envisage, comme M. Antonelli, l'action de travail collective, puisque le problème social n'est pas individuel, mais collectif (4).

1. Antonelli, *loc. cit.*, p. 155.

2. *Les Actions de Travail dans les sociétés anonymes à participation ouvrière*. Alcan, 108, Boulevard St-Germain, Paris, 1912.

3. Antonelli, *loc. cit.*, p. 51 et suiv. ; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 27 et suiv.

4. Antonelli, *loc. cit.*, p. 66 et s. ; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 32 et suiv.

La forme de société anonyme à *participation ouvrière*, définie par MM. Parsons et Antonelli (1), se trouve entièrement reproduite dans le rapport (2). Le problème juridique des actions de travail est envisagé, dans le rapport, de la même façon que dans le livre de M. Antonelli, et reçoit la même solution (3). Quant aux problèmes social et économique posés par une proposition de loi de cette nature, ils se trouvent résolus de la même manière et à l'aide des mêmes arguments (4).

M. le Rapporteur Deloncle avoue, d'ailleurs, lui-même cette influence (5).

La proposition de loi de M. Henry Chéron, qui devint la loi actuelle, n'est que le résumé, en articles de loi, du même livre. Elle n'a subi, au cours des travaux préparatoires, que d'insignifiantes modifications de fond. Nous pourrions en signaler une tout de suite. MM. Antonelli et Chéron voulaient fixer un minimum d'actions de travail par rapport au nombre total des actions de la société anonyme (6). Pour des

1. *La Grande Revue*, 1909.

2. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 33 et 34.

3. Antonelli, *loc. cit.*, p. 124 et suiv.; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 34 et suiv. Séance du 22 février 1917, *J. off.* du 23 février 1917, p. 235, col. III et p. 236, col. I.

4. Antonelli, *loc. cit.*, p. 66 et suiv. et p. 182 et suiv.; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 36 à 45.

5. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 34 et suiv.

6. Antonelli, *loc. cit.*, p. 26. Prop. de loi de M. Chéron, art. 73, al. III.

raisons d'utilité pratique : la difficulté d'établir, au début d'une entreprise, l'importance exacte de l'élément ouvrier par rapport au capital et la crainte d'éloigner les capitalistes du nouveau régime, la commission effaça cette disposition (1).

Le document le plus important, le seul important, peut-être, dans les travaux préparatoires de cette loi, est bien le rapport de M. Deloncle. Nous verrons, plus loin, comment elle fut étudiée et votée.

1. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 59 à 61.

DEUXIÈME PARTIE

La Loi du 26 avril 1917 sur les Sociétés anonymes « à participation ouvrière »

CHAPITRE PREMIER

MOUVEMENT D'OPINIONS ET HISTORIQUE DE LA LOI DU 26 AVRIL 1917

Une réforme sociale, dans un pays démocratique, ne pouvant aboutir que par la volonté de la Nation, représentée par son Parlement, il est nécessaire que les idées sortent du milieu restreint des sociologues, économistes ou juristes. Il faut qu'elles se répandent dans le Parlement et que l'Opinion publique les discute et les amende.

§ 1. — Mouvement doctrinal

On peut placer, au début de notre siècle, le mouvement d'opinions qui devait amener le vote de la loi du 26 avril 1917.

Nous avons parlé, précédemment, de quelques

propositions de lois et de différents systèmes préconisés. Il nous faut, maintenant, donner un tableau d'ensemble des antécédents de la loi.

Dans l'ordre doctrinal, nous rencontrons les noms de MM. Mildé, Périssé, Fernand Rome, Godart, Parsons et Antonelli, Granier (1), Brouilhet (2), Pic (3), et, parmi les économistes, MM. Germain Martin, Boissard, Waxweiler, Charles Gide, Comte de Briey, Pradel (4).

Dans le domaine politique, MM. Briand (5), Viviani (6), Millerand (7) et Ribot (8) cherchaient un terrain d'entente entre le Capital et le Travail et préconisaient les Actions de Travail comme mode de faire participer le *Travail*.

Si on regarde les dates de tous ces écrits et discours, on les voit se placer entre 1908 et 1912.

1. *Les Actions de Travail*.

2. *Opinions sur l'Actionnariat ouvrier*. Questions pratiques mars-avril 1910.

3. *Essai de construction juridique sur les Actions de jouissance*, (*Journal des Soc.*, 1912) et *Tr. des Soc. Com.*, (collect. Thaller), t. II, n° 812.

4. *Les Act. de Jouis. de Trav.* (Compte rendu de la Soc. d'Econ. pol. de Lyon, 1911).

5. Discours à Neubourg, 1919 ; Périgueux, 10 octobre 1909 et Saint-Chamond ; Déclaration ministérielle du 12 mai 1910 ; Avant-propos dans le livre de M. Antonelli et note dans celui du Comte de Briey.

6. Discours au Congrès des Mineurs, 1909.

7. A ses électeurs le 23 octobre 1909 (*Bull. de la Part. aux Bénéf.*, 1909, p. 198).

8. Au Sénat 1910 dans la discussion sur la loi des retraites payées et ouvrières.

Les précurseurs de la réforme ont fait leur part du travail d'élaboration dans ces quatre années, et, dès 1913, la réforme entre dans le domaine législatif, avec le projet de loi sur les sociétés par actions à participation ouvrière présenté par M. le Ministre du Travail, H. Chéron, le 19 mai 1913 (1).

§ 2. — Controverses sur l'action de travail.

A cette époque, on se trouvait en présence de deux conceptions différentes : les actions de jouissance de travail et les actions de travail attribuées gratuitement, en reconnaissant des droits égaux au Capital et au Travail.

La première se heurtait, nous l'avons vu (2), à des objections graves ; notamment l'amortissement envisagé comme un remboursement de la mise d'associé, mais surtout le principe d'obligation que quelques auteurs voulaient lui imprimer. On se rallia, et nous verrons comment, à la deuxième conception.

Pour la justifier juridiquement et sans intervention législative, on essaya, tout d'abord, d'assimiler les titres, qui seraient éventuellement remis aux ouvriers, aux certificats déjà admis par la loi et inventés par la pratique. Il y avait les actions d'apport d'industrie

1. Chambre. Doc. Parl., n° 2736.

2. *Suprà*, p. 45 et suiv.

et les parts de fondateur qui se présentaient à l'esprit comme ayant quelque analogie avec la conception qu'on voulait introduire. Mais l'apport d'industrie ne pouvant être compris que comme un apport, en nature, des services, les apports de travail se heurtaient à l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893. Ce texte exige que cet apport soit intégralement réalisé lors de la constitution de la société ; or, le travail ne peut former qu'un apport *successif* ; celui-ci ne sera effectué *qu'au cours* de la société.

Ensuite, d'après les articles 34 du C. com. et 1^{er} de la loi de 1867, l'action est une *partie du capital*. L'action de travail, pour être légale, doit faire partie de ce capital ; or, celui-ci ne peut consister qu'en valeurs susceptibles d'être inventoriées (1). Comment donc comprendre une *action* qui ferait partie du capital social, mais qui ne représenterait pas une valeur pour l'inventaire, consistant en services qu'on rendra et dont on ne connaît pas l'importance ?

Il en résulte que l'apport travail ne pouvait former un apport légal et que l'action de travail, ainsi envisagée, ne pouvait faire partie du capital social. Cette action ne saurait être qu'une action latérale, ne donnant aucun droit sur le fonds social et ne pouvant participer à son partage.

1. Thaller, *Tr.* 4^e éd., n° 530 ; Granier, *loc. cit.*, p. 273 et s.

Enfin, pour la validité des délibérations des assemblées d'actionnaires, la loi exige un *quorum*, calculé d'après le *capital*. Les actions de travail entreraient-elles dans ce calcul ou non ?

Pour le surplus, la légalité des actions industrielles, elles-mêmes, était contestée (1), non sans raison; et cela d'autant plus dans le cas où les statuts ne prévoient pas leur création. On voit combien était fragile la base des actions de travail, étayée sur les actions industrielles. Construites de cette manière, on n'aurait jamais pu aboutir à les doter des attributs de *l'action*. Tout au plus serait-on arrivé à y voir une créance contre la société.

Un type, un peu plus éloigné, mais aussi plus solide que les actions industrielles, était la *part de fondateur* (2). La nature juridique de ces titres est très contestée. Une partie de la doctrine (3) et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 novembre 1904 (S. 1906. I. 49, note de M. Wahl) y voient de véritables titres *d'associé*, déguisés sous l'aspect d'actions

1. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 640 ; Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, n° 560 ; Houpin, *Tr. des soc.*, t. I, n° 248 ; Pic, (collect. Thaller), n° 800 ; Granier, *loc. cit.*, p. 273 ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 135 et s.

2. Thaller, *Tr.*, n° 638 et s. ; Lyon-Caen et Renault, *Tr. de Dr. Com.*, 6^e éd., t. II, n° 560 *bis* ; Houpin, 3^e éd. t. I, p. 292 et 334 ; Percerou, *Des fondateurs de sociétés* ; Lecouturier, *Tr. des parts de fondateurs* ; Valéry, note (D. 1895, II, p. 297).

3. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, t. I, n° 560 *bis* ; Bousquet, *Journal des soc.*, 1885, p. 748 ; Vavasseur, *Tr. des soc. civ. et com.*, 4^e éd., t. I, n° 532, p. 134 et s. ; Valéry, note précitée ; Thaller, note (D. 1899. II. 361).

de jouissance. Le droit des porteurs de part naît en même temps que la société et non pas du fonctionnement de celle-ci. Les caractères propres aux parts de fondateurs ne diffèrent pas essentiellement des actions de capital. Les droits des porteurs de ces parts s'éteignent s'il n'y a pas de bénéfices. Il en est de même si l'actif est insuffisant. Les porteurs de parts ne concourent point à la faillite avec les créanciers de la société.

Une autre opinion, qui paraît plus près de la vérité, qui rallie un bon nombre d'auteurs et la presque unanimité de la jurisprudence, considère les parts de fondateurs comme des *créances* contre la société (1). La double exclusion des porteurs de parts des assemblées d'actionnaires et du capital social fournit un argument puissant pour ceux qui nient, aux porteurs, le droit d'associés.

Le droit du porteur de part est, ou bien sur le patrimoine de la société, ou contre la personne morale. La part de fondateur n'étant pas une action ou une autre part, est une *créance* (2).

La part de fondateur, bien que plus solide, n'offre pas une base assez large aux titres à créer. Même considérée comme une part d'associé, ne conférant pas le droit de participer aux assemblées générales, ni au partage du fonds social lors de la

1. Thaller, *Tr.* 4^e éd., n° 639, abandonne la première doctrine pour se rallier à la deuxième ; Houpin, 3^e éd., t. I, p. 292 et 334.

2. Wahl, note précitée.

dissolution de la société, elle ne suffisait pas aux promoteurs de la réforme qui voulaient que les actions de travail conférassent ces droits.

Pour le surplus, on adressait aux actions de travail, considérées comme des parts de fondateurs, des critiques que nous avons rencontrées en partie, à propos des actions industrielles.

L'appréciation des services futurs, très difficile à faire en toute occasion, devient impossible aussitôt qu'il s'agit de la faire en *capital social* d'une société par actions. On ne saurait comprendre, dans le capital social, les valeurs que la loi de 1867 n'a pas désignées, attendu que les règles de constitution des sociétés, prévues par cette loi, sont impératives. La création de pareilles actions élèverait des difficultés sans nombre pour le calcul des *quorums* et de la majorité, la loi de 1867 les ayant fixés en ne tenant compte que du capital, et qui dit capital dit valeurs susceptibles d'être inventoriées.

Ce n'est pas supporter des pertes que de manquer de gagner et les salariés-actionnaires, élevés gratuitement à l'actionnariat, ne peuvent supporter d'autres pertes.

Enfin, il est excessivement dangereux de multiplier, à l'infini, les genres d'actions autres que celles de capital-argent.

On comprend, dans ces conditions, les paroles de M. le Rapporteur Deloncle qui, après avoir reconnu

que le problème était des plus délicats, continue (1) : « nous ne voulons pas voir, dans le titre prévu par la société à participation ouvrière en faveur du personnel, une *simple créance*. Ce personnel a, avec lui, un apport, l'apport-travail ; cet apport établit l'*animus societatis* qui fera de lui un associé de l'entreprise et de son titre *une action*. Au surplus, *ce participant collectif doit, dans nos vues, s'immiscer à la gestion, prendre part à l'actif social ; sa part sociale ne peut pas être une simple créance... »*

Oui, mais c'est le législateur du 25 avril 1917 qui a érigé ces titres *en actions* ; c'est lui qui les a dotés de droits extraordinaires.

§ 3. — Historique de la loi

Il ne nous reste, avant de passer au commentaire de notre loi et après avoir donné un aperçu des questions qui se posent à l'occasion des actions de travail, qu'à faire un court historique de la loi elle-même (2).

Le 19 mai 1913, M. Henry Chéron, ministre du Travail, déposa le projet de loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière. Le Gouvernement

1. *Loc. cit.*, p. 35 et *suprà*, p. 25, n° (1).

2. Nous y joignons, à titre documentaire, la liste, probablement incomplète, des différents projets et propositions de lois rela-

ayant été renversé, le projet n'aboutit pas. M. Henry Chéron reprit ce projet et, le 23 décembre 1915, le déposa, sous forme de proposition de loi, au Sénat (1). Elle fit l'objet d'une prise en considération le 10 février 1916. Une commission, composée de MM. Laurent Thiéry, président ; Charles Deloncle, secrétaire ; Victor Lourties, Reynald, Perchot, T. Steeg, Fenoux, Henry Chéron, Henri-Michel, étudia et amenda cette proposition. Le Rapporteur au Sénat fut M. Charles Deloncle qui déposa son rapport

tifs à la participation aux *bénéfices* ou au *capital*, qui ont été déposés au Parlement :

- 1879. — Laroche-Joubert, *Part. aux Bénéf.*
- 1882. — Ballue, Jules Roche, Lagrange et Laisant.
- 1888. — Floquet, Ch. 16 juillet 1888, ann. n° 1057, p. 2968.
- 1891. — Guillemet, Maujan, Laroche, Joubert.
- 1892. — Naquet.
- 1894. — Jules Guesde.
- 1895. — Guillemet.
- 1895. — 26 octobre, Georges Graux, Méline, Jonnart et Boudenoot.
- 1897. — Michelin.
- 1899. — Georges Graux et Boudenoot.
- 1904. — Doumer.
- 1906. — Ballande.
- 1906. — Emile Constant et Cazauvieilh.
- 1906. — Guillemet.
- 1909. — 17 mai, Justin Godart, Ch. 1909, n°s 2487 et 2488.
- 1909. — 26 novembre, Tournade, ann. 2^e séance, Ch. dép. 1909, n° 2876.
- 1913. — 19 mai, Henry Chéron, Ch. n° 2736.
- 1915. — 23 décembre, Henry Chéron (voir rap. Deloncle 1916, Sénat n° 386, p. 18 et s. — Rap. Louis Deschamps 1916, Ch. ann. n° 3207. — Granier, *loc. cit.*, pag. 206 et s.).
- 1917. — 26 juin, Louis Deschamps, ann. n° 3463.
- 1. Sénat 1915, n° 472.

le 26 octobre 1916 (1). Le Sénat lui consacra deux lectures, le 22 février et le 1^{er} mars 1917, et la vota d'urgence. Il n'y eut pas de discussion. M. Chastenet déposa un amendement, en première lecture, à l'article 73 et un autre, en deuxième lecture, à l'article 77 § 1, qui, d'ailleurs, n'ont pas d'importance. Le dernier de ces amendements ne fait que rendre la loi plus contradictoire avec les principes juridiques qui avaient cours dans les sociétés anonymes.

On est extrêmement étonné de voir qu'il n'y a pas eu de débats sur une question d'une si grande importance. Il est probable que, à tort d'ailleurs, le système facultatif de la loi à désarmé la critique.

L'apport-travail a été pourtant envisagé au Sénat et M. le Rapporteur (2), pour le justifier, s'est appuyé, comme M. Antonelli l'avait fait (3), sur une citation de M. Valéry.

« *M. le Rapporteur.* — Or, le Professeur Valéry, « dans une note publiée au *Dalloz*, a écrit ceci : « Rien ne permet de voir, dans les termes des lois « de 1867 et de 1893, un obstacle qui interdirait de « donner, à sa portée, une étendue conforme à l'es- « prit dans lequel ces lois ont été rédigées et d'y « comprendre indistinctement tous les titres repré-

1. Sénat 1916, n° 386 et séance du 22 février 1917.

2. *Journ. off.*, 23 février 1917, p. 235, col. III, et p. 236, col. I.

3. *Loc. cit.*, p. 139.

« sentatifs d'apports, quelle que puisse être la nature
« de ces apports. »

« *M. Guillaume Chastenet.* — De quelle date est
« cette note ?

« *M. le Rapporteur.* — Je ne puis vous l'indiquer
« dès à présent, mais elle doit remonter à plusieurs
« années » (1).

M. le Sous-Secrétaire d'Etat du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes, s'associe, au nom du Gouvernement, à la proposition de loi de M. Chéron « pour indiquer le terrain juridique sur lequel toutes ces bonnes volontés (les initiatives des industriels) pourront évoluer en complète sécurité » (2).

Dans cette atmosphère d'approbation unanime, comme M. le Rapporteur en fait lui-même la remarque (3), la proposition, votée par le Sénat, fut transmise à la Chambre des Députés le 6 mars 1917. Elle y fit l'objet d'un rapport de M. Louis Deschamps (4) et fut adoptée, sans aucun débat, le 5 avril (5), en première et dernière lecture.

1. Il s'agit de la note précitée (D. 1895, 2, pag. 297 et s.) où M. Valéry recherche s'il faut comprendre, ou non, à côté des actions d'apport proprement dites, les *parts de fondateurs*. Il en conclut affirmativement. Mais nous ne croyons pas qu'on doive interpréter la pensée de M. Valéry comme on l'a fait au Sénat.

2. *Journ. off.*, p. 236, col. 3.

3. *Journ. off., loc. cit.*, p. 238, col. 3.

4. Ch. des dép., 1917 ann., n° 3207.

5. Voir, sur le vote de la Ch. des dép., les appréciations de

Le *Journal officiel* du 28 avril 1917, page 3386, publia la loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière.

Le vote rapide de cette loi a été apprécié, en ces termes, par *Le Temps* du 3 mars 1917 :

« Nous avons exprimé le regret de n'avoir pas
« vu s'engager, au Sénat, à propos de la question
« des actions de travail, une discussion plus ample,
« dans laquelle tous les aspects du problème eussent
« été envisagés comme ils méritent de l'être. Et nous
« avons constaté avec satisfaction qu'une seconde
« délibération aurait lieu. Ainsi en avait décidé la
« haute Assemblée, jeudi dernier. Hier, en effet, la
« proposition de loi est venue à nouveau à l'ordre
« du jour, et l'on pouvait s'attendre, cette fois, à un
« débat approfondi, digne du sujet et du Sénat. Or,
« la proposition a été adoptée, sans débat et sans
« scrutin.

« Comment ne s'est-il trouvé aucun orateur pour
« faire sentir ce que peut avoir de délicat, sinon au
« point de vue de la casuistique juridique, du moins
« au point de vue des réalités économiques, l'idée
« sur laquelle repose l'innovation projetée ? »

Dans *l'Économiste Français* du 10 mars 1917, p. 295, M. Payen écrivait :

« La Chambre des Députés aura à se prononcer

M. P. Delombre, dans le *Bull. de la Part. aux Bénéf.*, ann. 1917, t. XXXIX, p. 99 et s.

« sur le texte que nous venons d'étudier. Il faut souhaiter qu'elle le modifie profondément. »

Ainsi que nous l'avons vu, la Chambre n'ouvrit même pas de débats sur cette proposition de loi, encore moins ne la modifia.

CHAPITRE II

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 26 AVRIL 1917 (1)

Le nom de cette loi sur « les sociétés anonymes à participation *ouvrière* » mérite un léger reproche, celui d'être trop étroit. En effet, cette loi concerne aussi bien les *employés* que les ouvriers. Son article 74 les désigne expressément comme copropriétaires collectifs des actions de travail. Le mot « *ouvrière* » aurait dû être remplacé, à notre avis, par « des salariés ». Nous comprenons, cependant, qu'on se soit servi du mot « *ouvrière* ». L'usage consacre souvent des expressions peu conformes à la réalité des choses. Ainsi nous avons pris, comme titre du présent travail, la participation aux *bénéfices* des *ouvriers*, alors que nous nous occupons aussi de la participation au fonds social des ouvriers et des *employés*.

§ 1. — Son but et ses caractères

a) *But*. — Le but de la loi est d'associer le Travail et le Capital dans la poursuite des bénéfices.

1. Houpin et Bosvieux, *Tr. des Soc.*, 5^e éd., t. II, p. 819 à 839 ;

Pour faire l'économie d'une révolution, le législateur est amené, sous l'impulsion des événements, à faire des concessions. Dans les sociétés modernes, les éléments avancés poussent, sous l'influence des doctrines socialistes, au renversement de l'ordre social actuel. Leur principale préoccupation est d'atteindre la propriété individuelle, telle que les siècles l'ont consacrée.

Dans une période de guerre terrible, quand toutes les énergies de la nation sont tendues vers l'envahisseur, quand toutes les volontés ne doivent avoir qu'un seul but, la victoire, il est compréhensible que les gouvernements n'aient d'autre désir que le maintien de la paix sociale à l'intérieur. L'après-guerre, avec tant de reconstructions et de travail en retard, réclame aussi le labeur régulier, sans grèves ni conflits. Le législateur, par des concessions, recherche, surtout dans ces moments, à éviter, à tout prix, que des revendications se fassent jour par la violence.

Nous croyons que c'est de ce côté qu'il faut chercher la raison pour laquelle la réforme sur la participation des ouvriers a abouti, en 1917, alors que bien des projets et propositions de lois avaient échoué

Pic, *Journ. des Soc.*, novembre 1917, p. 289 à 309 ; Piot, *Journ. des Not.* 1917, art. 31694 ; Rousseau, *Gaz. des Soc.*, juin-août 1917, p. 100 et s. ; Deschamps, *Parlement et Opinion*, juillet 1917 ; Payen, *Economiste Français*, 10 mars 1917 ; Périssé, *Génie civil*, 30 juin 1917 ; *Les Lois Nouvelles*, 1917. « Loi du 26 avril ».

antérieurement. Le but de la loi est à la fois politique et économique : donner aux salariés les moyens économiques d'obtenir satisfaction pour certaines de leurs revendications et réaliser, ainsi, la paix sociale.

M. Louis Deschamps, rapporteur à la Chambre, a bien mis ce point en évidence lorsqu'il a dit, en parlant de la conclusion prochaine de la paix : « Les conflits du Capital et du Travail, si graves avant la guerre, le seraient bien davantage à ce moment où toutes les énergies devront être tendues au même but » (1).

M. Deloncle, rapporteur au Sénat, l'a relevé, de son côté, en ces termes : « Mais comme la réconciliation s'impose à l'heure présente, à la veille de l'après-guerre, plus que jamais, j'estime qu'on ne parviendra à la fin de la lutte des classes qu'à la condition de rapprocher le Capital et le Travail » (2).

Changer la mentalité de l'ouvrier en lui donnant un intérêt dans l'entreprise qui l'emploie ; lui donner la possibilité de devenir copropriétaire de cette entreprise ; rapprocher ainsi les deux facteurs de la production, en les associant, pour arriver à substituer à la lutte des classes, préconisée par certains, l'harmonie ; voilà le but vraiment magique de la loi.

b) *Caractères.* — Cette loi se présente sous l'as-

1. Rap. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 430.

2. M. Deloncle au Sénat, séance du 22 février 1917 (*Journ. off.*, 23 février, p. 231, col. II).

pect modeste d'une *expérience sociale* (1), car le régime qu'elle préconise est *facultatif*. L'article 72 dit : « Il *peut* être stipulé, dans les statuts de toute société anonyme, que la société sera à participation ouvrière ».

Le législateur ne contraint personne à se soumettre aux règles qu'il estime bonnes. Il a pensé que les avantages économiques de son système suffiraient pour le faire adopter. C'est cet hommage à la liberté (2) qui a probablement désarmé la critique, mais qui risque de faire tomber la loi en désuétude.

La loi de 1917 n'exclut, en revanche, aucun des systèmes de participation ou d'actionnariat que la pratique a introduits ou introduira. Elle se borne à recommander les actions de travail collectives, telles qu'elle les a conçues, mais elle ne les impose pas. Par contre, si une entreprise adopte son système, il nous semble qu'elle doit le faire intégralement, en se soumettant à toutes ses prescriptions. Ainsi : on ne saurait changer le caractère collectif des actions de travail ; la collectivité de l'usine ne pourrait se dispenser de se constituer en coopérative de main-d'œuvre et sa liberté, dans les limites prévues par la loi, ne pourrait être entravée par les statuts de la société anonyme ; ces mêmes statuts n'auraient pas

1. *Journ. off.*, du 23 février 1917, p. 235, col. I,

2. M. Delombre, *Bull. de la Part. aux bénéf.*, 1917, t. XXXIX, p. 93.

la possibilité de refuser, à l'élément ouvrier, le nombre de places que la loi lui confère dans le conseil d'administration et dans les assemblées d'actionnaires ; etc. etc.

La nouvelle loi ne propose l'introduction des actions de travail que dans les sociétés *anonymes* (art. 72). Elle ne vise pas les sociétés *en commandite* par actions. L'article 72 primitif, de la proposition de loi de M. Henry Chéron, ne faisait aucune distinction entre ces deux types de sociétés par actions. Bien plus, l'article 79 primitif contenait un alinéa qui appliquait, au conseil de surveillance des sociétés en commandite par actions, la même règle qu'il prévoyait pour le conseil d'administration des sociétés anonymes.

Ces dispositions ont été modifiées par la commission, afin que la loi ne soit applicable qu'à ces dernières. Le motif en a été que, dans les sociétés en commandite par actions, l'actionnaire n'est qu'un bailleur de fonds, sans droit d'immixtion dans la gestion, alors que les actions de travail, telles qu'elles ont été conçues par le législateur, devaient surtout conférer ce droit (1). Ce changement confirme, indirectement et sur un point, ce que nous avons dit de la nécessité d'adopter ou de refuser, en bloc, le système de la loi de 1917. En effet, il démontre

1. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 59, 71 et 72. ; Rap. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 429, col. III.

que le législateur n'a pas voulu qu'on puisse introduire les actions de travail dépourvues du droit d'immixtion dans la gestion, ce qui aurait été n'adopter la loi *qu'en partie* et ce que certains patrons n'auraient pas manqué de faire, s'ils l'avaient pu.

Rien n'empêche que, dans les sociétés en commandite par actions, comme d'ailleurs dans les commandites simples ou les sociétés en nom collectif, des conventions particulières donnent, aux ouvriers, des avantages se rapprochant de ceux que la loi de 1917 confère.

Cette loi se détache de la participation aux bénéfices simple en instituant la participation au fonds social. Elle se distingue aussi des autres systèmes de participation en attribuant, à la collectivité salariée de l'entreprise, des actions en représentation d'apports en travail.

La loi de 1917 n'est pas spéciale aux sociétés nouvelles. Les sociétés existantes peuvent adopter son système au cours de leur fonctionnement (art. 72, alinéa 2). Il n'y a qu'une différence entre une société qui introduit les actions de travail dès son début et une autre qui les adopte plus tard ; elle consiste en ce que, dans le premier cas, les actions de travail créées doivent être *mises en réserve* jusqu'à l'expiration d'un an. Ce délai a paru nécessaire et suffisant au législateur pour que la collectivité ouvrière puisse s'organiser en coopérative de main-d'œuvre (art. 74,

alinéa 2). Dans le deuxième cas, les actions de travail peuvent être immédiatement remises à la collectivité ouvrière.

Nous ne croyons pas que cette loi ait créé un *nouveau type* de société à ajouter aux cinq déjà connus. Bien qu'elle ajoute un titre spécial à la loi du 24 juillet 1867, le titre VI, et que son article 72 alinéa 2 dise : « Les sociétés, dont les statuts ne contiendraient pas cette stipulation, pourront *se transformer en sociétés à participation ouvrière, etc...* »; nous sommes persuadé qu'il n'y a pas de création d'un type nouveau. La société anonyme ne se transforme pas en quelque chose de nouveau; il n'y a que l'adoption d'une *modalité* nouvelle par une société de type ancien. La construction juridique de la loi de 1917 est un assemblage de deux institutions déjà existantes qui, pour vivre ensemble, dans un état de *symbiose*, si nous pouvons employer un pareil terme en matière juridique, ont dû, chacune, subir certaines déformations : Il s'agit de la société anonyme ordinaire et de la coopérative, ou plutôt de la société à *personnel* variable puisque, d'après la loi nouvelle, celle-ci n'a pas besoin de capital.

La loi du 26 avril 1917 est composée de deux articles; l'article 2 complète le deuxième alinéa de l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867. Il oblige, dans un but de publicité, les sociétés anonymes qui adoptent les actions de travail, à mentionner ce fait en

ajoutant, dans tous leurs actes, factures, annonces, publications, etc... imprimés ou autographes, aux mots *société anonyme* les mots à *participation ouvrière*. Cette disposition concorde avec la disposition ancienne de l'article 64 de la loi de 1867 concernant les sociétés « à capital variable ».

L'article 1^{er} de la loi de 1917 est celui qui ajoute, à la loi du 24 juillet 1867, un titre entier composé des neuf articles contenus sous les numéros 72 à 80. Ces articles ont le défaut d'être excessivement longs, notamment les articles 74 et 76.

Quoique inscrite sous le titre VI de la loi de 1867, cette loi est manifestement « à intérêt ouvrier ». Comme la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs ; comme celle du 18 décembre 1915 sur les coopératives et le crédit ouvrier ; comme celle du 25 mars 1919 sur le contrat collectif ; la loi du 26 avril 1917 vise au bien être des salariés.

§ 2. — La société anonyme « à participation ouvrière »

Adoptant la modalité à participation ouvrière, la société anonyme reste la même, nous l'avons vu précédemment (1). Si la société adopte cette modalité

1. *Suprà*, p. 74.

au cours de son existence, comme il s'agit d'une modification de ses statuts, il faut qu'une assemblée extraordinaire ait voté, préalablement, cette modification. L'article 72 nouveau, alinéa 2, renvoie, sur ce point, expressément à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 22 novembre 1913.

Donc, à cette assemblée extraordinaire, nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, peut prendre part tout actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, avec un nombre de voix égal à celui des actions dont il est porteur (art. 31 § 2). Comme il ne s'agit pas d'une modification des statuts concernant l'*objet* ou la *forme* de la société, si le *quorum* de trois quarts du capital social ou la majorité de deux tiers des actionnaires présents ne sont pas remplis, une deuxième assemblée peut être convoquée. Cette convocation devra se faire dans la forme prévue par les statuts et par deux insertions, à quinze jours d'intervalle, dans le *Bulletin annexe du Journal officiel* et dans un journal d'annonces légales de l'endroit où la société a son siège social. L'ordre du jour, la date et le résultat de la précédente assemblée seront reproduits dans cette convocation.

Le *quorum* de la deuxième assemblée sera de moitié du capital social et la majorité de deux tiers.

Enfin, une troisième assemblée peut être convoquée, si la deuxième est restée aussi sans résultat. Les mêmes formalités devront être observées, mais le

quorum se trouvera abaissé au tiers du capital, la majorité restant toujours aux deux tiers des voix des actionnaires présents (art. 31 § 4).

L'introduction de la « participation ouvrière » ne saurait se produire dans le cas où les statuts s'y opposent. L'article 31 alinéa 1 est formel sur ce point : « *Sauf* disposition contraire des statuts... » et l'article 72 alinéa 2 dit : « les sociétés dont les statuts *ne contiendraient pas* cette stipulation pourront... », etc. Mais une stipulation contraire, clairement exprimée, arrêtera le pouvoir des assemblées extraordinaires de modifier les statuts pour introduire la « participation ouvrière ».

A notre avis, une société se trouvant dans ce cas et voulant, néanmoins, se soumettre au régime de la loi du 26 avril 1917, n'aura d'autre ressource que de procéder à sa dissolution anticipée, conformément aux statuts ou, dans leur silence, à la suite d'une délibération d'assemblée extraordinaire, et de se reformer ensuite sans reproduire, dans ses nouveaux statuts, la stipulation contraire (1). Dans ce cas, les statuts devront prévoir la mise en réserve des actions de travail pendant la première année (2).

Malgré les attributs des actions de travail par lesquels le législateur s'est efforcé de faire entrer ces

1. Wahl (S. 1910.2.234) ; Houpin et Bosvieux, *Tr.*, 5^e éd., t. II, n° 1017 et n° 1377/3. Piot, *loc. cit.*

2. *Suprà*, p. 73.

titres dans la catégorie des actions, nous ne pouvons les faire figurer dans le *capital social* de la société anonyme. Ces titres ne représentent aucune valeur susceptible d'être comprise dans l'inventaire. Nous ne croyons pas, par conséquent, que la société anonyme doive procéder aux mesures de publicité habituelles en cas d'augmentation du capital social.

Par contre, ces sociétés sont obligées d'ajouter les mots « à participation ouvrière » à la mention : Société anonyme (1).

La loi nouvelle soumet les sociétés anonymes à participation ouvrière à toutes les règles générales applicables aux sociétés anonymes (art. 72 nouveau *in fine*). Il n'y a donc aucune dérogation, en ce qui concerne la constitution de la société, aux règles anciennes : souscription intégrale du capital social, avec versement du quart pour les actions en numéraire et réalisation intégrale des apports en nature ; confection des statuts (2) ; déclaration par devant notaire et dépôt de ces statuts ; enfin, assemblées constitutives. Sur ce dernier point, il faut remarquer qu'à ce moment il n'y a pas encore d'actions de travail, ni de coopérative de main-d'œuvre. Cependant, l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 soumet

1. *Suprà*, p. 75.

2. Voir modèle de statuts d'une société anonyme à participation ouvrière (*Journ. des Soc.*, année 1919, n^{os} 1, 2 et 3, p. 64 à 76).

à la vérification et à l'approbation, par une deuxième assemblée générale, tout *avantage particulier* stipulé au profit d'un associé. Les actions de travail constituent-elles un avantage particulier de ce genre? Le doute doit être repoussé, car nous ne voyons pas comment on pourrait *évaluer et vérifier des services à rendre* (1). Il n'y a donc pas, pour les assemblées constitutives, de particularités résultant de la loi nouvelle.

Les règles générales, concernant le fonctionnement et la dissolution des sociétés anonymes, recevront leur application.

Des différences importantes distinguent pourtant notre société des sociétés par actions ordinaires, différences découlant de la participation de l'élément salarié à l'administration de la société, aux bénéfices et au partage du fonds social. Nous les étudierons par la suite.

§ 3. — Les actions de travail

Telles que la loi du 26 avril 1917 les a faites, ces actions sont *des parts, constatées par des certificats, inaliénables et incessibles, inscrits au nom de la collectivité salariée de l'entreprise*, constituée en coo-

1. Piot, *loc. cit.*, p. 265; Houpin et Bosvieux, *Tr.*, 5^e éd., t. II, n° 1377/II.

pérative de main-d'œuvre, et donnant droit, à cette collectivité, de prendre part à l'administration de la société, à une quote-part dans les bénéfices et à une part de la plus-value obtenue par le fonds social au cours de l'exploitation.

L'article 73 les introduit dans la législation moderne française (1). Cet article dit que les actions de la société se composent d'actions de capital et d'actions dites « actions de travail ». Aucune contestation n'est plus possible sur la légalité de ces titres ; les controverses que nous avons signalées n'ont plus qu'un intérêt rétrospectif.

Avant la loi nouvelle, on pouvait discuter, de même, sur la nature juridique des actions de Travail. Sont-elles des actions ? Sont-elles des obligations ne conférant qu'un droit de créance ? Il nous semble que l'article 73, corroboré avec les articles 76 et 78 nouveaux qui confèrent, à l'élément ouvrier, le droit de s'immiscer dans la gestion de l'entreprise, font de ces titres des *actions*. Que telle ait été l'intention du législateur, cela ressort clairement des travaux préparatoires. Les rapports de MM. les Rapporteurs au Sénat (2) et à la Chambre (3) ne laissent subsister aucun doute sur ce point.

1. Rousseau, *op. cit.*, p. 101 ; Pic, *Journ. des Soc.*, novembre 1917, p. 302.

2. Rapport Deloncle, p. 35.

3. Rapport Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 429, col. II et p. 430, col. I ; cf. Thaller et Pic, n° 801 ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 126 et s.

Pour le surplus, l'article 73 contenait un dernier alinéa ainsi conçu : « Les actions de travail donnent des droits *identiques* à ceux des actions de capital... » Or, cet alinéa disparut à la suite de l'amendement de M. Chastenet. M. le Rapporteur, s'associant à cet amendement, observa que la *suppression demandée n'enlève rien* de la force de cet article 73⁽¹⁾.

La volonté souveraine du législateur a fixé ainsi la nature juridique des titres reconnus au Travail : ce sont des Actions.

L'article 34 C. com. divise le capital social en actions et coupons d'actions d'égale valeur nominale. Il est évident que les actions de travail ne sauront être comprises, à ce titre, dans le capital social. Elles ne sont pas des unités égales du capital social. D'ailleurs, l'article 73 dit que les *actions* de la société se composent d'actions de capital et d'actions *dites* « actions de travail ». Du fait que ces titres ne composent pas le capital social, le législateur en a tiré, comme conséquence, la nécessité d'un double prélèvement en faveur des actions de capital : *a*) prélèvement de tant pour cent, à fixer par les statuts, sur les bénéfices ; *b*) prélèvement d'une somme suffisante pour amortir toutes les actions de capital, prise sur l'actif social lors de la dissolution de la société.

1. Sénat, séance du 22 février 1917, *Journ. off.* du 23 février 1917, p. 238,

L'apport-travail a été reconnu, par le législateur, comme légal, quoique consistant en services futurs. Mais cet apport n'est effectué que dans le *fonds* social constitué par l'exploitation et non dans le *capital* social.

Ici nous touchons, à notre avis, à la clef de voûte de toute la construction.

Le législateur est entré dans les vues des économistes qui distinguent la valeur et la plus-value d'un fonds social. Le capital représente la valeur du fonds. Par leur travail, les salariés effectuent un apport successif à ce fonds car, à la fin de l'exploitation, celui-ci représente, très souvent, une valeur plus grande. Il est vrai que les capitalistes, de leur côté, méritent une rémunération plus forte, l'exploitation ayant réussi, car le Capital était un facteur tout aussi nécessaire à la production que le Travail. Le législateur en a tiré la conclusion qu'il faut partager cette plus-value entre les deux facteurs. Pour parler un langage d'économiste, la loi nouvelle a divisé le rôle de l'*entrepreneur* entre les actionnaires et les salariés. Cette loi, à ce point de vue, est un moyen terme entre les doctrines économiques qui prétendent que l'ouvrier a droit à toute la plus-value de la chose produite par son travail et celles qui ne lui donnent que le *salaire* (1).

1. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 428, col. III et Chambre 26, juin 1917, ann. n° 3463, exposé des motifs; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 28, 35 et suiv.

Comme juriste, nous n'avons pas à prendre parti sur le fondement économique de la loi, mais l'analyse, à notre avis, serait plus exacte en disant que les capitalistes, introduisant les actions de travail, reconnaissent que le salaire est insuffisant pour payer le travail fourni, qu'il en reste de non payé et, pour rémunérer ce supplément de travail, ils attribuent tant d'actions de travail au personnel.

D'après la loi du 26 avril 1917, l'acquisition des actions de travail est gratuite (1). C'est donc le système de l'*attribution* qui a été adopté. Nous avons déjà vu (2) que la proposition de loi de M. Chéron (3) avait établi un minimum d'actions de travail, par rapport aux actions de capital. Ce minimum était d'un *quart*. La commission modifia cet article, sur ce point. Liberté entière est laissée aux fondateurs de fixer le nombre d'actions de travail qu'ils voudront. Cependant, nous verrons qu'ils auront intérêt à le fixer à un quart, s'ils veulent bénéficier des immunités fiscales.

Ces titres sont la propriété collective du personnel de l'entreprise. Pour arriver à ce but, la loi a érigé cette collectivité en personne morale, la coopérative de main-d'œuvre et lui a donné la propriété des nouvelles actions. Le propriétaire des actions de

1. V. Rap. Deloncle, p. 22 et suiv.

2. *Suprà*, p. 53.

3. Art. 73.

travail est donc la coopérative de main-d'œuvre (art. 75) et les salariés, pris individuellement, n'ont aucun droit sur ces titres (art. 74 dernier alinéa) (1).

Quelle est l'explication juridique de la création des actions de travail ? Une personne morale, la société anonyme, introduit, dans ses statuts, la stipulation qu'il y aura tant d'actions de travail qui seront, conformément à l'article 74, la propriété collective du personnel salarié (ouvriers et employés des deux sexes), constitué en société. Est-ce une offre, une gestion d'affaire, une stipulation pour autrui ? Il nous semble que toutes ces conceptions doivent être rejetées.

Si la société anonyme faisait une *offre* à la coopérative de main-d'œuvre, qui n'existe pas encore, il faudrait que cette dernière ait le droit de l'*accepter* ou de la *refuser*. Or, ce n'est pas le cas. La loi, par le fait même de l'introduction de cette modalité dans les statuts de la société anonyme, érige son personnel en coopérative et lui attribue *obligatoirement* la propriété des actions de travail (art. 74 et 75). La société anonyme, une fois l'offre faite, devrait pouvoir la retirer tant qu'elle n'aurait pas été acceptée. La loi ne lui donne pas ce droit. La stipulation de participation introduite, aucune modification ne peut plus être apportée aux droits qu'elle confère

1. Antonelli, *loc. cit.*, p. 26 et suiv. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 30 et suiv. et p. 63; Deschamps, *loc. cit.*, p. 430, col. I.

aux actions de travail, sans qu'elle soit *ratifiée* (1) *par une assemblée générale de la coopérative* (art. 77).

Si la nécessité légale, pour la collectivité salariée de l'entreprise, d'*accepter* les actions de travail, ne nous force pas à rejeter la *gestion d'affaires*, car, à la rigueur, on pourrait soutenir que la coopérative doit ratifier la *gestion*, celle-ci *lui étant utile* (art. 1375 C. civ.), il nous semble que notre opération s'accommode mal avec les idées sur la gestion d'affaires. Le *maître* n'est pas encore une personne morale existante. La même stipulation, qui constituerait la *gestion*, donnerait, en même temps, naissance *au maître*. De plus, il n'y a pas, à proprement parler, une *chose* qui ferait l'objet d'une gestion. La gestion se confond avec la création et de la chose, et du maître. Il nous semble exagéré de dire qu'on a géré l'affaire à quelqu'un en lui donnant la vie et que cet acte lui a été tellement utile qu'il doit le ratifier... L'assimilation des personnes morales aux personnes physiques, pour faire bénéficier les premières des dispositions écrites pour les dernières, amène souvent des situations ridicules. A notre avis, il n'y a pas à étendre la gestion d'affaires au cas qui nous intéresse.

1. La ratification, prévue par l'article 77, suppose déjà la coopérative existante. Elle ne peut intervenir qu'au cours de l'exploitation, mais non pour *accepter* ou *refuser* l'offre de participation que la société anonyme ferait à la coopérative non encore conçue.

La *stipulation pour autrui*, refusée par la jurisprudence au profit de personnes non encore conçues, en matière d'assurance sur la vie (1), est admise, au profit des mêmes personnes, en matière de fondations (2). Le fait que la *coopérative* n'est pas encore constituée, au moment de la stipulation, ne ferait pas de difficulté. Il y aurait bien un bénéficiaire de la stipulation, ce serait la coopérative. Elle serait même *considérée comme acceptant* par la loi. C'est la loi qui accepterait la stipulation à la place de la coopérative. Plus difficile est de découvrir le stipulant et le promettant. On ne résoudra la difficulté qu'en admettant que ces deux personnages sont concentrés en un seul, la société anonyme, qui s'engage envers elle-même.

Il serait plus simple, à notre avis, de reconnaître franchement que la loi du 26 avril 1917 a introduit ici, comme par ailleurs aussi, une idée nouvelle dans le droit français : celle de l'engagement *par acte unilatéral*. La société anonyme affirme sa volonté de créer des actions de travail et de les remettre à la coopérative née par là même.

Aux yeux du législateur, la propriété *collective* du

1. Paris, 1^{er} août 1879 (S. 1880. 2. 248) ; Nîmes, 25 février 1880 (D. 1880. 2. 181) ; (S. 1880. 2. 327) ; Amiens, 29 décembre 1886 (D. 1888. 2. 169) ; Rennes, 5 décembre 1889 (D. 1903. 2. 377) et note de M. Dupuich.

2. Caen, 12 novembre 1869 (D. 1869. 2. 225) ; (S. 1870. 2. 145) ; Cas. 21 juin 1870 (D. 1871. 1. 97) ; (S. 1870. 1. 367) ; (Cas. 8 avril 1874 (D. 1876. 1. 225) ; (S. 1874. 1. 258).

personnel de la société anonyme devait avoir les avantages (1) suivants : a) de maintenir l'égalité entre tous les participants ; b) de ne pas introduire de rivalité entre les salariés d'une même entreprise et remplacer ainsi la rivalité qui existe, actuellement, entre les capitalistes et les salariés, par une rivalité entre ces mêmes capitalistes, grossis d'un certain nombre d'ouvriers propriétaires d'actions, et le reste des ouvriers ; c) enfin, le problème social étant un problème collectif, il importait de le résoudre collectivement.

Nous avouons ne pas être convaincu par ces arguments. Les ouvriers sont suffisamment solidarisés pour qu'il ne soit pas nécessaire que le législateur découvre les moyens de resserrer davantage les liens qui les unissent et le syndicalisme est assez puissant par lui-même pour ne pas avoir besoin de ce renforcement légal.

Si on veut, par la participation, établir des rapports de collaboration à la place de la lutte entre employeurs et employés, il ne faut pas dresser ainsi la masse collective des salariés contre la masse des actionnaires.

Le but de la participation, lui-même, est faussé par l'actionnariat collectif. Il s'agit de relever le rendement du travail par l'intérêt que les ouvriers

1. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 30 et s.

trouveraient dans la prospérité de la maison. Ce n'est que la propriété individuelle des actions de la maison, avec sa participation individuelle aux bénéfices, qui puisse stimuler l'activité des participants (1). C'est d'ailleurs ce manque d'intérêt, que les ouvriers ressentent à l'introduction des actions de travail collectives, qui les détermine à ne pas désirer ce système. Ils préfèrent un sur-salaire, et ils luttent pour l'obtenir. Ils ne demandent pas d'actions de travail. Leurs revendications, deux ans après le vote de la loi, ne contiennent pas les actions de travail.

Enfin, aussi bien la participation simple que l'actionnariat individuel sont parfaitement susceptibles d'embrasser la totalité des salariés d'une entreprise.

Pour le surplus, le système des actions de travail conférant, à la *collectivité* ouvrière de l'entreprise, le droit de s'immiscer dans la gestion, rend ce régime antipathique aux capitalistes et, par là même, son introduction dans la pratique excessivement difficile.

D'autre part, la coopérative de main-d'œuvre étant libre de disposer ou de répartir, comme elle l'entend, la part des bénéfices revenant au *Travail* (art. 74), il n'est pas certain que le système collectif maintienne

1. Granier, *loc. cit.*, p. 338.

cette égalité, entre tous les ouvriers et employés de la société, que désire le législateur, le mode du vote, dans l'assemblée générale de la société ouvrière, donnant une prépondérance marquée aux gros traitements (art. 76).

Il n'est pas non plus certain que la lutte ne se poursuive pas, d'une part, entre capitalistes et salariés, comme dans les sociétés ne pratiquant pas les actions de travail, (car les participants auront plutôt intérêt à se faire distribuer annuellement de forts dividendes (1), sans se soucier de la bonne marche de l'entreprise ni de la constitution des réserves en prévision des mauvaises périodes) et, d'autre part, qu'une lutte nouvelle ne naisse dans le sein même de

1. M. Deloncle, *loc. cit.*, p. 49, dit ne pas comprendre pourquoi l'action *individuelle* déterminerait un participant à être plus intéressé à l'entreprise que l'action *collective* qui, au contraire, pousserait ce même participant à ne songer qu'à la distribution immédiate de sommes aussi élevées que possible. L'explication nous paraît pourtant bien simple. L'intérêt pour une entreprise ne peut être développé que si on sait qu'on participera à sa prospérité. La propriété individuelle et définitive des actions de travail, avec un simple droit de préemption pour l'administration, au cours du jour, en cas de départ, donne au participant cette certitude car, s'il quitte l'entreprise, ou bien la maison lui rachète son titre au cours moyen du jour, et il bénéficiera immédiatement de sa prospérité, ou bien elle le lui laisse, et alors il pourra même profiter de sa prospérité future. L'action collective, au contraire, fait perdre, au salarié, tous droits en cas de départ. Il ne pourra profiter de la bonne marche des affaires de la maison qu'en vieillissant dans une même entreprise. Mais combien d'ouvriers restent, de nos jours, des dizaines d'années sans changer d'employeur ?

la collectivité organisée en coopérative. C'est que, lorsque les gens veulent se battre, il n'y a pas beaucoup de moyens de les arrêter sans employer des mesures sévères.

Il est étonnant de voir le législateur, d'habitude si ombrageux quand il s'agit de mainmorte, d'associations ou de syndicats professionnels riches et puissants, constituer, d'un trait de plume, une mainmorte qui serait immense, si la loi nouvelle devait fonctionner dans toutes les sociétés anonymes, ainsi qu'il en a le désir. Et c'est une mainmorte des plus dangereuses, car elle peut être destinée à des actions qui ne concordent pas toujours avec les intérêts de l'Etat. Nous verrons, en effet, que si les actions de travail sont inaliénables et insaisissables, inscrites au nom de la coopérative de main-d'œuvre, celle-ci est libre de disposer des revenus comme elle l'entend. Qu'on ne nous dise pas que le patrimoine des coopératives ne constituerait point de mainmorte, puisqu'elles sont des commerçants (art. 74). Nous verrons plus loin que leur commercialité n'est qu'une étiquette qui ne correspond pas du tout à la réalité.

Caractères des actions de travail. — En dehors de la délivrance de certificats et de l'égalité des coupures qui se rencontrent plus ou moins régulièrement, les actions ont, communément, les trois caractères suivants : a) elles représentent une partie du capital

social ; b) elles sont des parts d'*associé* ; c) surtout, elles sont destinées à circuler.

Nous avons vu (1) que les actions de travail ne représentent *rien* dans le capital social, mais que le législateur les a considérées comme part d'*associé* (2) ; en ce qui concerne le troisième trait qui, de l'avis de tout le monde (3), caractérise le mieux les actions et les sépare de l'*intérêt*, dans les sociétés par intérêt, la cessibilité ou, mieux encore, la *négociabilité*, les actions de travail en sont complètement dépourvues. Les actions de travail sont *inaliénables* (art. 75). Leur inaliénabilité est de leur *essence*. Elles naissent inaliénables et meurent de même.

A l'encontre des actions ordinaires qui, avant tout, sont des valeurs mobilières négociables et qui, pour circuler plus librement, sont presque toujours au porteur, les actions de travail doivent être *inscrites au nom de la coopérative*, leur propriétaire légal. La loi ne leur permet pas d'embrasser la forme *au porteur* ; celle-ci, d'ailleurs, serait complètement contraire au but poursuivi : le législateur n'a pas voulu que ces actions puissent tomber entre les mains des tiers concurrents, qui pourraient faire

1. *Suprà*, p. 81 et s.

2. *Suprà*, p. 80.

3. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, t. I, n° 372 ; Thaller, *loc. cit.*, 4^e éd., n° 600 ; Beudant, *Revue Critique*, t. XXXIV, p. 131 et s. Boistel, *loc. cit.*, n° 219 ; Pic, *Soc. com.*, t. II, p. 715 et s., qui incline pour un critérium éclectique.

périlcliter l'entreprise (1). L'article 75 exige que ces titres *soient frappés d'un timbre indiquant leur inaliénabilité et leur incessibilité*. En inscrivant cette dernière disposition, le législateur a pensé, sans doute, à l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867, qui impose une obligation analogue pour les actions des administrateurs ; cependant ceux-ci déposent, *en garantie de leur gestion*, un nombre de leurs actions. Ces actions, négociables ordinairement, ne deviennent indisponibles qu'*accidentellement*, et pour servir de gage. Les actions de travail sont inaliénables par essence et, de plus, ne garantissent rien. Ne représentant rien dans le capital social, ne donnant qu'un espoir indéterminé dans le partage et n'étant pas cotés en Bourse, parce qu'inaliénables, ces titres n'ont aucune valeur ; ils ne peuvent évidemment pas fournir une garantie quelconque.

Bien que la loi ne le dise pas expressément, ces actions sont aussi *insaisissables*. L'insaisissabilité est le corollaire nécessaire de l'inaliénabilité et lorsque l'article 75 dit que les actions de travail « ... seront inscrites au nom de la coopérative de main-d'œuvre... pendant toute la durée de la société à participation ouvrière... », il nous semble qu'elle n'a pas entrevu la possibilité que ces titres fassent l'objet d'une saisie.

1. R. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 28.

Les actions de travail représentent, en outre, le type de *propriété collective*. Elles peuvent être émises comme actions ordinaires, ou de priorité et privilégiées. La loi ne le défend pas. Bien plus, le quatrième alinéa de l'article 73 de la proposition de loi, qui aurait pu donner lieu à une interprétation contraire, a été effacé (1).

§ 4. — Les droits attachés aux Actions de Travail

Les droits que ces actions confèrent sont les suivants : a) de participer à la gestion de l'entreprise par une participation au conseil d'administration et accès aux assemblées d'actionnaires ; b) de prendre une quote-part dans les bénéfices ; c) de prendre une quote-part au partage du fonds social lors de la dissolution de la société.

Nous ne parlerons, pour le moment, que de la participation aux bénéfices, laissant les deux autres questions à traiter lorsque nous parlerons de l'administration et de la dissolution de la société.

C'est la participation aux bénéfices qui, à nos yeux, devrait former le point essentiel de cette réforme. C'est elle qui, donnant au personnel un

1. Amendement Chastenot, Séance du 22 février 1917, *J. off.* du 23, p. 237.

intérêt à la prospérité de l'entreprise, devrait stimuler son activité et l'empêcher de se mettre en grève contre lui-même (1).

L'article 74 alinéa 4 dispose que, préalablement à toute distribution de dividende, il sera prélevé, sur les bénéfices, au profit des porteurs d'actions de capital, une somme correspondant à celle que produirait, à l'intérêt qu'ils fixeront (les statuts), le capital versé.

Donc, avant toute distribution de dividendes, un tant pour cent devra être réservé, que M. le Rapporteur au Sénat (2) a qualifié de juste, logique et nécessaire, car l'action de capital a été *payée*, le salarié a déjà reçu son *salaire* et, autrement, on éloignerait les capitaux de l'industrie. Mais ce tant pour cent risque fort de réduire à peu de chose la part revenant aux participants. Les statuts sont libres de fixer le *quantum* de ce prélèvement. Il est évident que l'intention du législateur a été d'accorder, sur les bénéfices, une part au capital, à titre *d'intérêt*. Le mot se trouve dans l'article précité. Mais il n'y a pas de limite légale. Le taux de l'intérêt est libre, en matière commerciale, et si les statuts fixent un intérêt de 20 o/o du capital, par exemple, revenant aux actions de capital à titre de prélèvement, nous ne voyons pas bien, à moins que l'entreprise fasse des

1. Comte de Briey, *loc. cit.*, p. 34.

2. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 66.

bénéfices extraordinaires, ce qu'il resterait à partager. Cette disposition constitue *ipso facto*, à notre avis, toutes les actions de *capital* en actions de *priorité*.

Quoi qu'il en soit, après avoir effectué le prélèvement dont il s'agit, la part revenant à la collectivité salariée sera répartie entre les participants, conformément aux règles fixées par les statuts de la société ouvrière et aux décisions de ses assemblées générales (art. 74, al. 3).

Libres de fixer les règles *de partage* des sommes revenant à la coopérative, les statuts et les assemblées générales des salariés peuvent-ils disposer de ces sommes en faveur de personnes étrangères à l'entreprise, telles que les mutualités, les œuvres d'assistance ou de prévoyance et les syndicats ouvriers ?

On comprend aisément que, répondre affirmativement, c'est s'exposer à de graves dangers (1). Les sommes perçues sur les bénéfices de l'entreprise peuvent, ainsi, alimenter des organisations qui se dépenseraient, sans profit positif, en des manifestations bruyantes et stériles (2) ou, avec plus de profit, en propagande sournoise contre le capitalisme lui-même. On peut remarquer que l'article 74 dit que les dividendes seront *répartis* entre les partici-

1. Rousseau, *Gaz. des Soc.*, 1917, p. 100.

2. Avant-propos de M. Briand dans *les Actions de Travail* de M. Antonelli.

pants (1), semblant exclure, ainsi, pour la coopérative, la faculté de *disposer* de ces dividendes. Cette exclusion *ab contrario* ne nous paraît pourtant pas suffisante pour arrêter le pouvoir des statuts ou des assemblées générales de la coopérative. Les travaux préparatoires concordent tous pour accorder, à la coopérative, la plus grande liberté (2).

Que, loin de constituer une réforme tendant vers la paix sociale, la loi nouvelle puisse devenir un instrument de trouble social, c'est bien possible ; mais nous ne pouvons pas ajouter à la loi et celle-ci ne détermine point l'emploi des sommes revenant à la collectivité ouvrière. Le deuxième membre de phrase « conformément aux *règles fixées par les statuts* de la société ouvrière et aux *décisions de ses assemblées générales* » (art. 74, al. 3) détruit ce qu'il pourrait y avoir de restrictif dans le premier membre de la même phrase.

On voit bien, dans ces conditions, à quoi se réduit la participation ouvrière aux bénéfices, sous forme d'actions de travail. A nos yeux, ce serait pourtant là que devrait se trouver le véritable intérêt d'une réforme sociale de cette nature. Ce n'est pas la gestion de la société anonyme qui doit améliorer la con-

1. Piot, *loc. cit.*

2. Antonelli, *loc. cit.*, p. 31 ; rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 64 et 65.

dition des salariés et leur donner le désir de voir prospérer l'entreprise qui les emploie, mais c'est la participation aux bénéfices. Telle qu'elle a été réglée par la loi nouvelle, elle nous paraît illusoire et dangereuse. Plus la part revenant à chaque participant sera minime, plus ceux-ci seront incités à l'abandonner à une œuvre collective.

Les *garanties* des droits que les actions de travail confèrent consistent, pour la coopérative de main-d'œuvre : *a)* dans sa participation à la gestion de l'entreprise et *b)* dans le pouvoir de ratification.

Nous verrons, dans le paragraphe 6, que les participants sont représentés, par des mandataires, dans les assemblées générales de la société anonyme (art. 76) et que le conseil d'administration de cette dernière doit comprendre un certain nombre de représentants des participants (art. 78).

Quant à la ratification, l'article 77 alinéa 2 dispose que « ...Dans le cas où une décision de l'assemblée générale comporterait une modification dans les droits attachés aux actions de travail, cette décision ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre ». Cette règle concorde avec celle de l'article 34 C. com., modifié par la loi du 16 novembre 1903 et, plus récemment, par celle du 22 novembre 1913. Comme, en face des actionnaires ordinaires, les porteurs d'actions de priorité ont été

protégés par la loi, notre article protège les actions de travail en face des actions de capital.

Il nous semble que la réciproque aussi est vraie et que toutes les décisions, touchant les intérêts des actionnaires de capital, doivent être ratifiées; de même, par une assemblée spéciale de ces derniers. Cela résulte aussi, à notre avis, de l'article 34 C. com., alinéas 4 et 5. La loi du 26 avril 1917, en décidant qu'un prélèvement sera fait, sur les bénéfices et sur le fonds social, avant tout partage, en faveur des actions de capital, a, par là même, érigé ces actions en *actions de priorité*. Il faut donc faire application des règles concernant ce genre d'actions à *toutes les dispositions touchant toutes les actions de capital*.

La disposition de l'article 77 de la loi du 26 avril 1917 s'oppose, à notre avis, à toute suppression de la modalité « à participation ouvrière » introduite dans une société anonyme, contre le gré de la coopérative de main-d'œuvre. La loi impose la ratification à toutes les décisions comportant *une modification* dans les droits attachés aux actions de travail. Il serait illogique que l'atteinte la plus grave à ces droits, la suppression même des actions de travail, puisse échapper à la ratification. Bien plus, il nous semble que la *dissolution anticipée*, votée par une assemblée d'actionnaires, ne saurait devenir définitive sans une ratification de l'assemblée générale de la coopérative.

C'est une atteinte aux droits conférés par les actions de travail, car la dissolution anticipée supprime ces actions avant terme.

Si on admettait la thèse contraire, le pouvoir de ratification appartenant à la coopérative n'aurait pas de raison d'être. Celle-ci ne pourrait jamais refuser de ratifier une décision de l'assemblée des actionnaires, aussi désavantageuse lui serait-elle. Les actionnaires de capital n'auraient, en effet, qu'à décider, à eux seuls, dans les conditions prévues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, la dissolution anticipée et, une fois dissoute, la société anonyme se reformerait sans introduire la modalité de la participation ouvrière. Le plus souvent, la simple menace d'employer ce moyen suffirait pour vaincre la résistance de l'assemblée générale de la coopérative. Pour que l'article 77 nouveau, dernier alinéa, ait quelque utilité, nous devons donc décider qu'il prévoit toutes les modifications possibles aux droits attachés aux actions de travail, même celles qui ne résulteraient qu'indirectement de ces droits. Les termes de cet alinéa sont d'ailleurs catégoriques sur ce point.

Enfin, les fondateurs ou les actionnaires de capital ayant été libres de ne pas introduire, dans leur société, la modalité nouvelle, celle-ci, une fois introduite, ne peut plus disparaître par leur seule volonté.

§ 5. — La Coopérative de main-d'œuvre

Le personnel de la société anonyme est propriétaire collectif des actions de travail. Il est *constitué en société commerciale coopérative de main-d'œuvre, en conformité de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893 (art. 74).*

L'article 68 précité rend commerciales les sociétés constituées dans les règles du Code de commerce ou de la loi du 24 juillet 1867, quel que soit leur objet. Avant la loi du 26 avril 1917, il y avait donc deux catégories de sociétés commerciales, celles qui l'étaient en raison de *leur objet* ou par la théorie de *l'accessoire*, et celles considérées comme telles en raison de *leur forme*.

Le législateur de 1893, lorsqu'il a commercialisé les sociétés constituées dans les formes commerciales, a eu en vue les sociétés par actions. A raison des dangers que ces sociétés présentent pour l'épargne publique, il a voulu les soumettre aux règles de constitution et de contrôle auxquelles sont soumises les sociétés par actions commerciales.

Le législateur de 1917 a rendu commerciale la collectivité des salariés de l'entreprise sans aucune raison. Celle-ci n'est commerciale ni à cause du *but* qu'elle poursuit, ni en vertu de la théorie de *l'accessoire*, ni par sa *forme*, car elle ne fait pas d'actes de

commerce et n'est pas montée par actions. Il y a une société qui est constituée par actions, mais c'est la société anonyme qui émet les actions de travail. La société ouvrière n'est que propriétaire de ces actions, mais elle ne les émet pas.

Il nous semble qu'une confusion volontaire a été faite, sur ce point, dans les travaux préparatoires de la loi nouvelle.

Les Rapporteurs au Sénat (1) et à la Chambre (2), ainsi que les auteurs (3) qui ont préconisé les actions de travail n'ont jamais mis en doute que l'organisme qu'ils voulaient créer ne fût régi par l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867. Ils répètent toujours que cet article rend commerciales les sociétés par actions, donc la *coopérative de main-d'œuvre*. Cet article rendrait commerciale une *coopérative* quelconque, constituée dans les règles du titre III de la loi de 1867 — société à *capital* variable — et dont le capital serait morcelé en actions ; mais il ne pourrait rendre commerciale, sans la référence contenue dans l'article 74 nouveau, la *coopérative de main-d'œuvre* ; celle-ci n'ayant pas de capital. Et pourtant, la société anonyme et la coopérative sont aussi distinctes l'une de l'autre que sont distincts une société

1. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 62 et 63. Séance du 22 février 1917, *J. off.* du 23, p. 229, col. III et p. 231, col. II.

2. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 430, col. I.

3. Antonelli, *loc. cit.*, p. 27 et suiv. ; Richard, *Essai sur la coopération de main-d'œuvre*.

anonyme quelconque et un de ses actionnaires.

La commercialité de la société ouvrière devrait entraîner, à notre avis, toutes les conséquences habituelles relatives à la compétence judiciaire, à la faillite, etc... Seulement, en pratique, ces considérations sont d'une minime importance, attendu que la coopérative de main-d'œuvre n'a qu'un but, celui de répartir, entre ses membres, la part revenant dans la participation, ce qui réduit de beaucoup son activité.

La loi a baptisé cette corporation du nom pompeux de coopérative de main-d'œuvre. Une coopérative de ce genre est une nouveauté dans le droit des sociétés. La loi du 24 juillet 1867 visait les coopératives dans son titre III sous le nom de sociétés à *capital variable*. La loi du 26 avril 1917 a créé des coopératives sans aucun capital. C'est seulement leur *personnel* qui est variable.

Couramment, on appelle coopérative une société qui travaille avec ses propres membres (1). Elle se caractérise par le double rôle des associés qui la composent. Membres de la coopérative et, par conséquent, supportant les risques, ils sont aussi clients ou agents de main-d'œuvre de la même société.

On connaissait, avant 1917, les coopératives de production, de consommation, de construction et de crédit. On a, actuellement, l'exemple d'une coopé-

1. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n^{os} 782 et suiv.

rative qui ne travaille pas du tout, qui n'a pas de capital, dont les membres n'ont à supporter aucun risque et qui n'a d'autre but que de répartir des bénéfices revenant aux participants, en tant *qu'associés* de la société anonyme.

Si, d'autre part, on pense que cette coopérative de main-d'œuvre comprend des salariés qui peuvent ne pas être des travailleurs manuels, on se rend compte des inexactitudes commises, par la loi, dans la dénomination choisie (1).

Et ce n'est pas que dans les mots ! Cette société commerciale, à personnel variable, manque complètement de base contractuelle. Elle ne se constitue pas à la suite d'un accord de volonté. Elle aura ses statuts, sans doute, mais ce n'est pas le personnel de la société anonyme qui se constitue en société de lui-même. C'est la loi qui impose obligatoirement cette organisation (art. 74). Le personnel, à notre avis, ne pourrait se refuser de former une coopérative si la société anonyme adopte la participation ouvrière.

a) La coopérative de main-d'œuvre, ainsi que nous venons de le voir, n'est donc pas du tout une *société*, mais un simple *syndicat forcé, limité* à une entreprise et comprenant tous les salariés majeurs attachés à la maison depuis au moins un an. Ses membres portent le nom de *participants*.

1. Piot, *loc. cit.*, *La Soc. de Coop. de main-d'œuvre*.

La loi ne fait aucune distinction entre les fonctions des différents salariés, comme elle n'en fait aucune entre les sexes (art. 74). Si un salarié majeur, ayant un an de présence dans une société anonyme qui adopte la participation ouvrière, ne voulait pas faire partie de ce syndicat obligatoire, il n'aurait qu'un seul moyen de s'esquiver, ce serait de quitter la maison.

Le législateur, en imposant à tout le personnel cette obligation, a obéi aux mêmes préoccupations qui l'ont fait choisir la forme collective des actions de travail : donner à la totalité du personnel, sans aucune exception, l'unité d'intérêts. Mais s'il est arrivé à cette unité matérielle, il risque de choquer bien des susceptibilités qui sont innées dans les caractères humains. Les grandes sociétés par actions ne peuvent fonctionner sans une hiérarchie fortement organisée. Il peut arriver, dès lors, que des chefs de service, des directeurs, des administrateurs ressentent quelque répulsion à faire corps avec de simples manœuvres.

L'avantage que la loi (art. 76) accorde aux gros traitements, dans les élections des mandataires, peut ne pas être trouvé suffisant par les hauts employés de la société et peut, par contre, froisser l'esprit égalitaire des prolétaires.

La loi a voulu faire œuvre de réconciliation des classes, seulement, ne poursuit-elle pas un but irréali-

sable ? Les jalousies, parmi les ouvriers et employés, sont malheureusement trop fréquentes et assez connues pour ne pas avoir à y insister davantage.

Si la coopérative de main-d'œuvre comprend *tous* les salariés de l'entreprise qui satisfont aux conditions d'âge et d'ancienneté, elle ne comprend *qu'eux*. La perte de l'emploi salarié fait sortir *ipso facto* le participant de la coopérative et lui fait perdre *tous* ses droits dans celle-ci, sous réserve de l'article 79 (art. 74). En dehors de la réserve expresse de cet article et malgré ses termes, nous croyons qu'il faut en faire une autre : C'est celle qui résulte de l'article 1780 du Code civil dans le cas de la perte de l'emploi à la suite d'un brusque renvoi ou d'un renvoi injustifié. Dans ce cas, l'article 1780 alinéa 4 alloue une indemnité fixée d'après les usages, la nature des services engagés, le temps écoulé, les retenues opérées et les versements effectués en vue d'une pension de retraite et, en général, *toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé*.

Les termes et l'esprit de cet article sont suffisamment larges pour comprendre le préjudice causé par le renvoi injustifié d'un participant, *en tant que participant*. C'est bien une circonstance qui détermine une aggravation du préjudice subi. L'article 74 nouveau n'a pu prévoir ce cas spécial de renvoi qui est régi par l'article 1780 du Code civil. *Generalia a spe-*

cialibus non derogant. Il n'a prévu que le départ volontaire du participant et, comme preuve, c'est qu'il apporte, lui-même, et même dans ce cas, la réserve contenue dans l'article 79 qui envisage la démission du participant pour cause de maladie et de vieillesse. Il est donc d'autant plus juste qu'on tienne compte des augmentations de rétribution que la participation donnait, dans la fixation de l'indemnité, quand il s'agit du renvoi injustifié.

Dans les limites que nous venons d'indiquer, et que nous indiquerons par la suite, la collectivité est libre de fixer ses statuts.

b) La société ouvrière aura un conseil d'administration ou de direction propre et ses assemblées propres. La loi nouvelle n'a parlé que de ces dernières (art. 74, al. III, art. 76 et art. 79, al. II), mais la coopérative de main-d'œuvre, comme toute société, aura besoin d'un organe de direction.

Les statuts devront prévoir le nombre des membres de ce comité de direction. Leur mode d'élection sera celui décrit par l'article 76 qui est étendu, par son dernier alinéa, à toutes les décisions de l'assemblée générale de la coopérative. Les participants, réunis en assemblée, disposent chacun d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur les comptes arrêtés quinze jours à l'avance, comprend de fois le chiffre du salaire le plus faible attribué, par la société, aux salariés âgés de plus de vingt et un ans.

Les gros traitements auront donc plus de voix que les petits. Ces derniers, pour faire prévaloir leur volonté, devront se coaliser.

Qui dit gros traitements, dans les sociétés anonymes, dit chefs de services ou de divisions de services. On voit donc que, loin d'apaiser les rancunes, ce mode d'élection les avive plutôt, dressant les nombreux petits contre les quelques gros.

Il nous semble que les administrateurs de la coopérative peuvent être choisis en dehors des mandataires que cette coopérative envoie dans les assemblées d'actionnaires de la société anonyme. Si la loi n'établit pas une incompatibilité entre ces deux fonctions, elle n'établit pas non plus le cumul, comme elle le fait dans le cas des mandataires et des représentants de la société ouvrière dans le conseil d'administration de la société anonyme (art. 78).

c) Les fonctions de l'assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre sont de prendre toutes décisions utiles à la bonne marche de celle-ci.

Elle aura à élire les membres de son conseil d'administration, à recevoir les comptes des administrateurs et à leur en donner décharge. Elle pourra, à cet effet, nommer des commissaires pour vérifier ces comptes et présenter des rapports sur la situation. Cependant, la loi n'en ayant pas parlé, il serait bon que les statuts de la coopérative de main-d'œuvre s'expliquent sur ce point. Enfin, les fonctions essen-

tielles de cette assemblée, prévues par la loi sont :
a) d'élire ses mandataires dans les assemblées générales d'actionnaires (art. 76); b) de délibérer sur le partage des dividendes attribués aux participants (art. 74) et sur le partage de la part représentative des actions de travail lors de la dissolution; c) de ratifier les décisions de l'assemblée des actionnaires comportant des modifications aux droits attachés aux actions de travail (art. 77). Elle devra, en outre, procéder aux modifications à apporter aux statuts de la coopérative.

Dans les sociétés anonymes par actions, la loi du 24 juillet 1867 et celles qui l'ont modifiée, notamment la loi du 22 novembre 1913, ont établi des *quorums différents*. Ils varient soit d'après le genre des délibérations que les assemblées doivent tenir, soit d'après le nombre des réunions antérieurement tenues, sans résultats, pour une même décision à prendre. Enfin ils ont toujours été déterminés par ces lois en tenant compte du *capital*.

La loi nouvelle a établi, pour les assemblées de la coopérative, un *quorum unique* et un mode de vote spécial. Fixé à propos de l'élection des mandataires (art. 76) ce système a été étendu à toutes les délibérations des assemblées générales des participants par la fin de ce même article : « Toutes les décisions des assemblées générales coopératives de main-

d'œuvre *devront* d'ailleurs être prises dans ces *mêmes formes et conditions* ».

Le mode du vote consiste dans la proportionnalité du nombre des voix et de l'importance des salaires (1) ; quant au *quorum*, il est de *deux tiers* des participants, la loi ne tenant compte que du *nombre* de ceux-ci et non du capital qui, d'ailleurs, n'existe pas dans la société ouvrière. Ce *quorum*, que la proposition de loi ne contenait pas, a été inscrit par la commission. Il nous semble fâcheux que la loi n'ait pas prévu le cas où des décisions importantes et urgentes devront être retardées, faute de pouvoir réunir suffisamment de participants pour délibérer valablement. Nous croyons que la loi aurait dû permettre une réduction du *quorum* à la moitié des membres de la société ouvrière, par exemple, après une première convocation sans résultat. Nous nous rendons bien compte, cependant, des inconvénients que présente un abaissement trop grand du *quorum*. Une minorité « agissante » pourrait, de la sorte, par surprise, déterminer des décisions hasardeuses. Mais nous pensons qu'après une première réunion où tout le monde a été convoqué et devait venir, il n'y a pas d'inconvénient à abaisser le *quorum* de la deuxième à la moitié des membres de la

1. *Suprà*, p. 106.

société ouvrière. D'ailleurs, les lois modernes sur le quorum, dans les sociétés anonymes, se sont placées à ce point de vue.

La loi ne dit rien relativement à la *majorité*. Nous croyons qu'elle n'a pas voulu déroger aux règles qui président, d'habitude, aux élections ou aux délibérations des assemblées en général. Ce sera donc la majorité *absolue*, c'est-à-dire la moitié des voix plus une.

§ 6. — L'administration de la société anonyme « à participation ouvrière »

La marche de la société anonyme à participation ouvrière a été conçue, par le législateur, comme ne différant pas beaucoup de celle des sociétés anonymes ordinaires. Il n'y avait qu'à organiser les rapports entre la société anonyme et la collectivité ouvrière, personnifiée par la coopérative de main-d'œuvre et considérée comme un gros actionnaire. C'était pourtant un actionnaire privilégié et propriétaire d'un genre particulier de titres. A l'instar d'un syndicat d'actionnaires d'une catégorie quelconque d'actions, la loi nouvelle a institué cette collectivité en syndicat forcé et lui a fixé une part déterminée dans la gestion de la société anonyme.

Des représentants de la coopérative prendront

donc part aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration de la société anonyme. Ce sont ces représentants qui établiront le contact entre les deux personnes distinctes : la société anonyme et la société ouvrière.

Dans la pensée des promoteurs de la loi de 1917, cette participation à la direction constituait l'*innovation heureuse* de la loi.

« Nous considérons, dans la présente proposition de loi, beaucoup moins le dividende que l'ouvrier touchera en plus de son salaire que sa participation à la direction de l'entreprise », disait M. Louis Deschamps à la Chambre (1).

Ces auteurs, pleins d'intentions louables, croyaient que cette participation changerait la mentalité des salariés. Ils ont supposé que ce serait là une occasion, pour ces derniers, de s'éduquer et de prendre connaissance des difficultés que présente la direction des vastes entreprises.

Nous doutons fort que ce soit ce droit qui intéresse davantage les salariés et nous sommes convaincu que c'est bien lui qui empêchera les patrons d'adopter le régime de la loi nouvelle (2) ; il ne faut

1. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 429, col. III ; Cf., aussi, Antonelli, *loc. cit.*, p. 29 et s. et p. 143 et s. ; Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 35, 71 et 72.

2. Voir, sur ce point, le rapport présenté, au Sénat, par M. Pascalis, Président de la Commission de législation commerciale et industrielle de la Chambre de commerce de Paris ; M. Paul Delombre, *Bull. de la Part. au Bénéf.*, ann. 1917, t. 39, p. 97.

pas perdre de vue que ce régime est facultatif.

Les actions de travail ont été, au début, rapprochées des parts de fondateurs. Pour démontrer la légitimité des apports de toute nature et, par conséquent, de ceux effectués en travail, leurs promoteurs se sont servi des démonstrations faites pour les parts de fondateurs (1). Mais une fois entrées dans cette voie, les actions de travail ont vite dépassé leur modèle.

Les apports de travail sont effectués en services futurs, alors que les parts de fondateurs sont données en représentation de services actuels ; mais ce qui est bien plus important, c'est que les porteurs de parts sont exclus de la gestion de la société, alors que les actions de travail confèrent, à la collectivité ouvrière, l'accès aux assemblées d'actionnaires et sa participation, obligatoire pour les capitalistes, au conseil d'administration.

a) *Assemblées générales ordinaires de la société anonyme à participation ouvrière.* — Nous ne nous occuperons de ces assemblées qu'en tant que les règles sur leur composition ou sur leurs délibérations diffèrent des règles du droit commun.

Les assemblées générales des sociétés anonymes à participation ouvrière se composent de porteurs

1. Comp. note de M. Valéry (D. 1895, 2, 297) ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 138 ; Deloncle, Séance du 22 février 1917, *J. off.* du 23, p. 235, col. III, et p. 236, col. I.

d'actions de capital et des *mandataires* de la coopérative de main-d'œuvre. Celle-ci, considérée comme un actionnaire de la société anonyme (n'est-elle pas propriétaire des actions de travail ?) prend part, par ces mandataires, aux délibérations des assemblées d'actionnaires.

Nous avons déjà vu (1) le mode d'élection de ces mandataires spéciaux. Ils doivent être choisis parmi les participants. Leur nombre est librement fixé par les statuts de la société anonyme, mais le nombre des voix dont ils disposent a été déterminé par la loi. Celle-ci n'a pas voulu laisser aux capitalistes la faculté de fixer librement le nombre des voix accordées au travail dans leurs assemblées. Elle décide donc qu'il y aura lieu d'établir, à chaque réunion, une proportion, entre les voix dont dispose le capital et celle à accorder au travail, égale à la proportion existant entre les actions de capital et les actions de travail.

La feuille de présence indiquera la portion du capital représenté. On lui attribuera, conformément aux statuts, le nombre de voix auquel cette portion a droit. On totalisera ces voix de *capital* et on donnera, ensuite, aux mandataires de la coopérative, autant de voix qu'il faudra pour établir la proportion exigée. Le nombre des voix dont disposent ces

1. *Supra*, p. 106.

mandataires ne varie point d'après leur propre présence, mais d'après la présence d'une plus ou moins grande partie du capital. La loi a voulu, par là, maintenir toujours, dans les assemblées générales, la proportion qui existe entre les deux catégories d'actions, et rendre plus effective la représentation des salariés dans ces assemblées.

Enfin, obligeant les mandataires à être des participants, la loi a voulu éviter que des éléments étrangers puissent pénétrer dans les assemblées d'actionnaires. La coopérative se fait représenter par des mandataires, mais le mandat ne peut être donné qu'à certaines personnes déterminées.

Les voix ainsi attribuées au travail se partagent entre les mandataires présents, les plus âgés bénéficiant des voix restantes (art. 56).

L'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 exige la présence d'au moins un quart du capital social pour qu'une assemblée générale ordinaire puisse valablement délibérer. Si ce *quorum* n'est pas atteint, une deuxième assemblée, convoquée dans les formes et délais prescrits par les statuts, pourra délibérer quelle que soit la portion du capital représenté.

Nous avons vu que les titres reconnus au travail, bien qu'appelés actions, ne représentent rien dans le capital et, par conséquent, ne peuvent entrer en compte pour établir le *quorum*. Une assemblée générale ordinaire, à la première convocation, devra

réunir au moins un quart des actions de capital pour remplir les conditions du *quorum*.

Les actions de travail, par une anomalie évidente, seront, par contre, calculées pour la formation de la *majorité*. La loi ne le dit pas expressément, mais alors, pourquoi la coopérative demain-d'œuvre enverrait-elle des représentants dans les assemblées générales, si ce n'est pour contribuer à former les décisions ? Serait-ce seulement pour présenter les vœux des salariés et former leur propre éducation économique que la loi nouvelle a ouvert l'accès de ces assemblées aux mandataires ? Enfin, l'article 76 alinéa 3, dans une disposition qui nous semble impérative, a fixé le nombre de voix que les mandataires auront à chaque assemblée et ce nombre est proportionnel à celui des actions de capital par rapport aux actions de travail. La loi a-t-elle donné des voix à ces mandataires et leur a-t-elle garanti la proportionnalité pour que, finalement, elles n'entrent point dans le calcul de la majorité ? Le *quorum* est une garantie accordée au capital mis dans l'entreprise ; la majorité est un mode de déterminer la volonté de la collectivité représentant les divers intéressés à la marche de l'entreprise. On conçoit donc que les actions de travail, bien que n'entrant pas dans le calcul du *quorum*, puissent être comprises dans la formation de la majorité. Celle-ci devra réunir la moitié plus une des voix présentes.

Les pouvoirs des assemblées générales ordinaires sont ceux de droit commun.

b) *Assemblées extraordinaires de la société anonyme à participation ouvrière.* — L'article 77 alinéa 1, reproduisant l'ancien article 31 de la loi de 1867, dispose que les assemblées générales des sociétés anonymes à participation ouvrière, délibérant sur des modifications apportées aux statuts ou sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne peuvent délibérer valablement qu'autant qu'elles comprendront un nombre d'actionnaires représentant les *trois quarts* des actions de capital.

C'est une dérogation formelle à la loi du 22 novembre 1913, qui a modifié l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867. Cet article n'exige plus le *quorum* de trois quarts que pour les modifications des statuts touchant à l'*objet* et à la *forme* des sociétés anonymes ordinaires (alinéa 3). Dans tous les autres cas, si ce *quorum* n'est pas atteint, la loi permet un abaissement (d'abord à la moitié, puis au tiers du capital social) pour les assemblées successives. Rien n'indique que ce recul à la législation antérieure a été volontaire.

Mais l'article 77 enlève toute la force à cette première dérogation par une deuxième plus remarquable encore, car il dispose immédiatement après : « Il en

pourra être décidé autrement par les statuts ». De droit commun, les règles concernant le *quorum* des assemblées générales sont impératives. Notre article permet, au contraire, aux statuts de disposer autrement. Cette deuxième dérogation a été admise à la suite d'un amendement déposé par M. Chastenet, lors de la deuxième lecture de la proposition de loi, au Sénat, à la séance du 1^{er} mars 1917. Personne n'a fait aucune objection et l'amendement en question a été adopté, d'accord avec la commission.

La reproduction de l'ancien article 31 de la loi de 1867 par notre article 77 entraîne des conséquences plus graves, quant au pouvoir de modifier les statuts reconnu aux assemblées extraordinaires, dans le silence des statuts. La loi de 1913, mettant un terme aux controverses antérieures, a permis à ces assemblées de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, s'ils ne contiennent pas de clauses contraires. Il n'y a que deux exceptions à cette liberté : Les assemblées extraordinaires ne peuvent changer la *nationalité* de la société, ni *augmenter les engagements* des actionnaires.

Il faudra, pour les assemblées générales des sociétés anonymes à participation ouvrière, rechercher comme avant la loi du 22 novembre 1913, quelles sont les modifications qui rentrent dans leurs pouvoirs et quelles sont celles qui restent en dehors. La jurisprudence ancienne pourra, sur ce point,

fournir les éléments nécessaires. On devra voir quelles sont les modifications qui entraînent la destruction des *bases essentielles* du pacte social et quelles sont celles qui respectent ces bases. Celles-ci rentreront dans les pouvoirs modificatifs des assemblées extraordinaires, celles-là non (1).

Un point nous paraît devoir être mis en lumière aussitôt : C'est que toute décision, comportant une atteinte aux droits attachés aux actions de travail, devra être *ratifiée* par une assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre (art. 77 al. II). Il en résulte que la décision comportant la *dissolution anticipée*, qui rentre dans les pouvoirs des assemblées extraordinaires (2), devra être *ratifiée* pour être définitive. Le premier alinéa de l'article 77 ne paraît pas justifier cette interprétation, mais cet alinéa *n'a et ne doit pas avoir d'autre but que celui de fixer le quorum*. C'est de cette façon qu'on interprétait, autrefois, l'ancien article 31 de la loi de 1867 (3) et il en

1. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., nos 688 à 705 et note (D. 1893. 1. 107 et D. 1865. 1. 57); Wahl (S. 1911. 1. 147 et 2. 195); *J. des Soc.* 1900, p. 193 et s.; Percerou, *Du pouvoir de l'assemblée extraordinaire* et *J. des Soc.*, p. 5, 49, 97 et s., qui donne la formule suivante : l'assemblée extraordinaire peut modifier les statuts toutes les fois que ces modifications sont d'une gravité moindre ou égale à celle prévue par la loi du 16 novembre 1903; Houpin et Bosvieux, *Tr., des Soc.*, 5^e éd., nos 1002 à 1019; Lecouturier, *Manuel des Ass. Gén.*, p. 493 et s.

2. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 700; *contra Req.*, 29 avril 1897 (D. 1898. 1. 107).

3. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 690.

est de même, aujourd'hui, de l'article 57 al. 1. Il ne reste donc plus que l'alinéa 2 et c'est lui qui impose indistinctement, pour *toutes* les modifications apportées aux statuts et touchant les actions de travail, la ratification de la société ouvrière. Il n'y a pas de modification plus grave de ces droits que la suppression des actions de travail elles-mêmes. La dissolution anticipée équivaut à cette suppression. La ratification constitue, nous l'avons vu (1), une garantie des droits reconnus au travail.

La prorogation de la société, au contraire, rentre dans les pouvoirs de l'assemblée extraordinaire et n'a pas besoin d'être ratifiée.

L'augmentation du capital social, sa réduction (sauf s'il y a dépossession, de force, de petits porteurs) rentrent également dans les attributions de l'assemblée extraordinaire. Par contre, elle ne pourra modifier la nature juridique de la société, comme elle ne pourra porter atteinte : *a*) à l'égalité du droit des actionnaires ; *b*) à l'objet de la société ; *c*) au droit de l'actionnaire de conserver sa part sociale ; *d*) à la limitation du versement dû sur l'action à la somme primitivement fixée ; *e*) au droit pour la société de ne pas se laisser absorber, par fusion, dans une autre. Tous ces points sont considérés comme formant les bases substantielles des

1. *Suprà*, p. 97 et s.

statuts (1). L'accord sur la délimitation de ce qui est substantiel et de ce qui ne l'est pas est loin d'être fait.

c) *Conseil d'administration.* — La loi de 1917 va jusqu'à reconnaître le droit, pour les participants, de pénétrer dans le conseil d'administration. Le nombre de sièges réservés aux membres de la coopérative de main-d'œuvre est déterminé par le rapport qui existe entre les actions de travail et les actions de capital (art. 78). On rencontre, ici, la même règle de proportionnalité que celle qui était édictée pour le nombre de voix reconnues à l'élément salarié, dans les assemblées générales.

Les administrateurs-délégués des participants sont élus par l'assemblée générale des actionnaires, parmi les mandataires qui représentent la collectivité ouvrière à cette assemblée (art. 78). C'est donc un scrutin à deux degrés. Il faut déduire, de là, que le nombre des mandataires doit être au moins égal à celui des administrateurs-délégués qui, lui-même, est fixé par la proportion qui existe entre les deux catégories d'actions. Le même article prévoit qu'un minimum d'un administrateur, représentant la coopérative, doit figurer dans ce conseil. S'il n'est composé que de trois membres, un sera fourni par la société ouvrière (art. 78 *in fine*). Ce minimum sera

1. Thaller, *Tr.*, 4^e éd., n° 691.

respecté toutes les fois que la règle de la proportionnalité ne permettra pas de lui donner plus de sièges.

Le mandat de ces administrateurs prend fin s'ils cessent d'être salariés, mais ils sont élus pour une durée égale aux administrateurs-capitalistes et ils sont, comme eux, rééligibles (art. 78).

Les premiers administrateurs-capitalistes sont nommés soit par les statuts, soit par l'assemblée générale. Les représentants des participants ne pourront, si la modalité de la loi de 1917 est adoptée dès le début de la société anonyme, siéger au conseil d'administration qu'un an plus tard. Jusqu'à cette date, il n'y a pas encore de coopérative de main-d'œuvre (art. 74 al. II). Dans ce cas, un nombre de sièges vacants devra être réservé pour ces représentants de la société ouvrière.

L'article 78 a soulevé, à juste raison, les plus vives critiques (1). Il est, en effet, douteux qu'une direction, composée de deux éléments à tendances aussi contraires, puisse donner de bons résultats.

Il est presque sûr que les gros actionnaires qui, le plus souvent, font partie du conseil d'administration, seront peu disposés à voir pénétrer, dans ces conseils, les représentants du personnel et, partant, nous

1. *Le Temps* du 3 mars 1917; *Journal des Débats* du 1^{er} mars 1917; Rousseau, *loc. cit.*, p. 103; Pic, *J. des Soc.* novembre 1917, p. 289 à 309; Piot, *J. des Notaires*, formule 31694, ann. 1917, p. 266 et s.; Houpin et Bosvieux, *Tr. des Soc.*, 5^e éd., p. 828 et s.; *Cote de la Bourse* du 2 mars 1917.

sommes persuadé qu'ils ne seront pas favorables à l'adoption de la modalité de la loi du 26 avril 1917. Les plus graves obstacles que la participation aux bénéfices simple a rencontrés, ont été, de l'avis de tout le monde, justement le désaccord existant entre patrons et ouvriers, relativement au contrôle de la gestion. Comment les chefs de l'industrie, qui ne veulent pas admettre même un simple contrôle, admettront-ils la collaboration telle que la loi nouvelle veut l'introduire dans la direction ? N'acceptant pas cette participation, ils ne voudront pas du système entier. Et nous rappelons que le régime des actions de travail est facultatif.

L'article 26 de la loi du 24 juillet 1867 exige que chaque administrateur soit *propriétaire* d'un nombre déterminé d'actions de la société. Ces titres, déposés dans la caisse sociale, sont nominatifs, inaliénables et frappés d'un timbre. Ils sont en *totalité* affectés à la *garantie* de tous les actes de gestion, même de ceux qui seraient *personnels* à l'un des administrateurs.

Les administrateurs-représentants de la société ouvrière ne doivent être propriétaires d'aucune action, et ils n'en déposent aucune en garantie. Il est compréhensible que les administrateurs-capitalistes qui, eux, déposent des actions, ne soient pas disposés à voir leurs titres servir d'unique garantie, même pour les actes personnels à l'un des adminis-

trateurs-représentants. Et c'est pourtant là qu'en arrive l'article 78 complété par l'article 26 en question.

On a dit, lors du vote de la loi de 1917, que la difficulté de l'article 26 de la loi de 1867 pouvait être levée par les principes du mandat (1). La société ouvrière, désignée comme administrateur *par l'assemblée générale* des actionnaires de la société anonyme, se ferait alors représenter, par un ou plusieurs ouvriers ou employés, au conseil d'administration. Or, ce n'est pas l'assemblée des actionnaires qui désigne la coopérative comme administrateur, c'est la loi qui impose un mode particulier de désignation des *administrateurs-représentants*, par un scrutin à deux degrés ; et ce sont eux qui sont les administrateurs, et non point la coopérative.

Il y a, à la vérité, une élection en assemblée générale d'actionnaires, mais elle porte sur ces administrateurs-représentants. Que cette élection soit limitée, par la loi, aux mandataires de la société ouvrière, c'est une autre question.

Nous croyons que, même en admettant le subterfuge du mandat (2), on ne saurait tourner la diffi-

1. Rap. Deloncle, *loc. cit.*, p. 50 ; Antonelli, *loc. cit.*, p. 124 et s.

2. En se rangeant à l'opinion qui permet à une personne morale de souscrire ès-qualité à des actions d'une société et d'être élue membre du conseil d'administration où elle se fera représenter par des mandataires, chose qui est d'ailleurs contestée. Cf. Pic, *Tr. des Soc.*, nos 883 et 1116.

culté de l'article 26 et il faut bien reconnaître que l'article 78 nouveau y constitue une dérogation grave. Si, malgré l'élection que nous venons d'examiner, on persiste à croire que c'est la société ouvrière qui est administratrice, quelles sont les actions que celle-ci dépose en garantie ? C'est assurément les actions de travail, nous répondra-t-on, et c'est bien pour cela que l'article 75 emploie des termes rappelant l'article 26 de la loi de 1867. Or, ce n'est là qu'un *pium desiderium*. On ne peut fournir, en garantie, des morceaux de papier sans aucune valeur. C'est une pure plaisanterie que de prétendre que la coopérative de main-d'œuvre, en tant qu'administratrice désignée, offre, en garantie de la gestion de ses mandataires, les actions de travail. Nous avons vu (1) que ces titres ne représentent aucune valeur et encore moins une valeur commerciale. Bien plus, rien dans la loi nouvelle n'indique que les actions de travail constituent une garantie spéciale, pour les actes de gestion des administrateurs-représentants, comme le fait l'article 26 de la loi de 1867 pour les actions déposées, dans la caisse sociale, par les administrateurs-capitalistes. L'article 78 nouveau ne contient aucune disposition à cet égard ; quant à l'article 75 nouveau, il ne fait que déterminer qui est le propriétaire des actions de travail et quels sont leurs

1. *Suprà*, p. 81 et suiv., 91 et suiv., et *infra*, p. 127.

caractères, sans constituer, sur ces titres, un droit de gage spécial en faveur de la société anonyme.

On ne peut donc s'empêcher d'apprécier sévèrement ce régime d'irresponsabilité légale et on ne saurait faire un grief aux capitalistes qui refusent de l'adopter.

d) *Représentation en justice de la coopérative de main-d'œuvre.* — Cette représentation se fait par un ou plusieurs des mandataires élus à la dernière assemblée générale. La désignation en est faite par les mandataires eux-mêmes. S'il n'y a pas de mandataires d'élus, soit parce qu'il n'y a pas encore eu d'élection en assemblée générale, soit parce que ceux élus ne font plus partie de la société ouvrière, on devra procéder à une élection de mandataires spéciaux. Les formes et les conditions de cette élection spéciale sont les mêmes que celles de toutes les élections en assemblée générale de la coopérative de main-d'œuvre, c'est-à-dire suivant les prescriptions de l'article 76 alinéa 1 (art. 76 al. 6).

§ 7. — Dissolution de la société anonyme à participation ouvrière et partage du fonds social.

a) Les causes de dissolution des sociétés ayant introduit la modalité de la loi de 1917 sont les mêmes que celles qui atteignent les sociétés anonymes ordi-

naires. Nous n'avons à faire, à ce sujet, qu'une observation secondaire touchant à la *dissolution anticipée*. Nous avons déjà dit (1) que l'assemblée extraordinaire de la société anonyme qui voterait une dissolution anticipée devrait, à notre avis, être ratifiée par l'assemblée générale de la coopérative. Par conséquent, cette cause de dissolution ne pourrait jouer sans l'assentiment, peu probable, de la société ouvrière.

On pourrait opposer, à notre opinion, l'article 79 *in fine*, qui dispose que la dissolution de la société anonyme amène la dissolution de la coopérative de main-d'œuvre. Forcée de disparaître, elle ne saurait empêcher la société anonyme de se dissoudre avant terme. Mais cet article dit simplement que la société ouvrière ne peut survivre à la société anonyme. Or, avant de voir si la coopérative doit, ou non, continuer, il faut rechercher si la société anonyme *peut, ou non, se dissoudre valablement avant terme*. Sans la ratification, elle ne le peut.

La dissolution de la coopérative de main-d'œuvre peut survenir comme conséquence de la dissolution de la société anonyme (art. 79 al. 4) ou par voie directe, ayant ses causes propres. Ces dernières causes sont celles générales à toutes sociétés.

Des difficultés sont à prévoir si la dissolution de

1. *Suprà*, p. 118.

la société ouvrière doit précéder celle de la société anonyme. Comment pourrait-on déterminer, dans ce cas, les droits des actions de travail sur le fonds social ? Il semble que, pratiquement, la dissolution de la société ouvrière doive mettre en question celle de la société anonyme elle-même.

D'autre part, nous avons déjà dit que les capitalistes, libres d'introduire ou non les actions de travail dans leurs sociétés, ne peuvent les supprimer de leur propre gré. La ratification s'impose. La dissolution de la société ouvrière ne saurait survenir par une simple suppression de la modalité.

La dissolution de la société anonyme et celle de la société ouvrière se feront donc, presque toujours, en même temps. A ce moment, une question de partage se posera.

b) Comme l'art. 74 al. 4 confère, aux actions de capital, un droit de prélèvement sur les bénéfices, l'art. 79 donne, aux mêmes actions, un droit de prélèvement sur l'actif social, au moment du partage.

Le premier alinéa de l'art. 79 dispose que, préalablement à tout partage, les actions de capital seront intégralement remboursées. Si, à la dissolution de la société, le fonds social ne comprend rien autre que les sommes nécessaires à ce remboursement, les actions de travail n'auront rien à toucher. M. le Rapporteur à la Chambre a bien défini cette situation en

disant que les actions de travail confèrent un *droit de créance éventuel* sur l'actif social (1).

Après prélèvement, le fonds social sera réparti entre les actionnaires. La part représentative des actions de travail, dit la loi, sera ensuite répartie entre les participants et les anciens participants. Cette opération se fera conformément aux décisions prises par l'assemblée générale de la société ouvrière. Les participants, pour prendre part à ce partage, devront avoir au moins *dix ans* de service *consécutifs* ou, tout au moins, une durée de service *sans interruption* égale à la moitié de la durée de la société, ayant quitté la société pour cause de *maladie* ou de *vieillesse* (art. 79 al. 2).

La loi ne confère les droits nouveaux au travail que si celui-ci effectue des apports suivis. Pour cela, elle impose un stage de dix ans ; ce laps de temps a donc été jugé suffisant pour que, fournissant journellement son travail, le participant soit considéré comme ayant fait son apport. Une faveur, facile à comprendre, est faite aux participants ayant quitté la maison pour cause de vieillesse ou de maladie. On ne demande, à ces derniers, qu'un stage égal à la moitié de la durée de la société ; mais aussi leur part sera moindre : ils ne figureront que pour 9/10, 8/10, 7/10, etc., d'une part correspondant à la durée de

1. Louis Deschamps, *loc. cit.*, p. 429 col. III.

leur service, suivant qu'ils auront cessé ces services depuis un an, deux ans, trois ans, etc. (art. 79, al. 3).

Les participants n'ayant pas ce stage de dix ans et les anciens participants ayant quitté la maison pour d'autres motifs que maladie ou vieillesse, n'auront aucun droit au partage. Notre article est complété, sur ce point, par l'art. 74 al. 1 *in fine*, qui dit que la perte de l'emploi fait perdre au participant, et sans indemnité, tous ses droits.

§ 8. — Immunités fiscales

Peu confiant dans l'excellence de son système, le législateur a pensé, pour stimuler les industriels à adopter la modalité nouvelle, à leur donner certains avantages fiscaux. L'art. 80 répond à ces préoccupations. Il partage les sociétés à participation ouvrière en deux groupes : celles dans lesquelles le nombre des actions de travail est *inférieur au quart* du nombre des actions de capital et celles dans lesquelles le nombre des actions de travail est *au moins égal au quart* du nombre des autres actions.

Pour le législateur, les véritables sociétés anonymes à participation ouvrière sont celles de la deuxième catégorie. Les art. 73, 79 et 80 de la proposition de loi de M. Chéron portent des traces nombreuses de cette préférence. C'est la commission

qui, pour ne pas effrayer les initiatives, a modifié un peu cette conception ; mais si la loi de 1917 permet que les sociétés anonymes, se mettant sous son régime, émettent un nombre quelconque d'actions de travail, elle n'accorde tous les avantages fiscaux qu'à celles qui ont des actions de travail représentant un quart au moins de leurs actions (1).

Les sociétés anonymes à participation ouvrière de la première classe ne peuvent prétendre qu'à l'affranchissement des droits de timbre et d'enregistrement, tant pour leurs statuts eux-mêmes que pour les augmentations de capital exclusivement applicables au montant des actions de travail (art. 90, al. 1).

Le législateur a voulu que l'introduction des actions de travail, dans une société anonyme de cette catégorie, ne soit pas une cause de frais pour elle.

Les sociétés anonymes à participation ouvrière de la deuxième classe bénéficient, *en outre*, et seulement pour les actions de travail, des avantages accordés par l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903, complété par l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 0, al. 2). Ces textes exonèrent les parts d'intérêt, les actions et les obligations des sociétés dites *de coopération* des dispositions de la loi du 29 juin 1872 qui établit, sur les intérêts, dividendes et arrérages de toute sorte produits par les titres

1. Rapp. Deloncle, *loc. cit.*, p. 59 et 60.

des sociétés par actions, une taxe annuelle obligatoire (1).

L'article 80 de la loi de 1917 exempté encore les mêmes titres du droit *proportionnel de timbre* édicté par la loi du 5 juin 1850 (2) et du droit de *transmission* établi par la loi du 23 juin 1857 (3). Indépendamment de ces immunités, la loi de 1917 accorde, aux sociétés anonymes à participation ouvrière de la deuxième classe, tous les avantages que les lois et les décrets en vigueur donnent aux sociétés *coopératives* pour les adjudications et les soumissions de travaux publics (art. 80, al. 3).

La loi du 28 juillet 1893 et celle du 13 juillet 1914 se trouvent ainsi étendues à nos sociétés.

Enfin, les lois sur l'impôt sur les bénéfices de guerre leur appliquent des taux de faveur. L'art. 5 de la loi du 31 décembre 1917 étend aux sociétés anonymes qui adoptent la participation ouvrière, pourvu que le nombre de leurs actions de travail soit au moins égal au quart du nombre de leurs actions de capital, les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'art. 4. Celui-ci exempté, pendant les deux premiers exercices, les entreprises créées, à partir du

1. L'art. 3 de cette loi fixait la quotité de cette taxe à 3 o/o.

2. L'art. 14 de cette loi fixait ce droit à 0,50 o/o ; et l'art. 22 instituait l'*abonnement* à 0,05 o/o du capital nominal.

3. L'article 3 de la loi du 29 juin 1872 fixait ce droit à 0,50 o/o sans addition de décimes pour les titres *nominatifs* et à 0,20 o/o sans addition de décimes pour les titres *au porteur*.

1^{er} janvier 1916, de la majoration des taux que cette loi édicte. Donc, nos sociétés anonymes à participation ouvrière resteront soumises aux taux prévus par les lois des 1^{er} juillet (1) et 30 décembre (2) 1916 pendant leur deux premiers exercices : 50 0/0 au lieu de 70 0/0 sur la fraction des bénéfices comprise entre 250.000 fr. et 500.000 francs ; et 60 0/0 au lieu de 80 0/0 sur la fraction supérieure à 500.000 francs.

Pour que ce dernier avantage devienne une réalité, la société anonyme à participation ouvrière doit faire, annuellement, on le voit bien, beaucoup de bénéfices. Elle aura ainsi, sur la fraction dépassant 250.000 francs, 20 0/0 d'exonération d'impôts.

Il nous est permis de penser que les avantages que l'art. 80 de la loi du 26 avril 1917 accorde aux entreprises qui adoptent sa modalité ne sont pas assez importants pour faire pencher la balance des avantages et des inconvénients en faveur des premiers.

1. Art. 12.

2. Art. 80.

TROISIÈME PARTIE

Critique de la loi du 25 avril 1916 et Conclusion

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DE LA LOI DU 27 AVRIL 1917

Au cours de nos développements, nous avons montré quelques-unes des imperfections de cette loi. Il convient de souligner, dans un chapitre, les griefs les plus saillants.

§ 1. — Principes

Nous avons vu que la conception des actions de travail collectives, dans les sociétés anonymes à participation ouvrière, repose sur l'apport en travail. Mais, si on regarde de plus près, on se trouve, nous semble-t-il, devant le dilemme suivant : Ou bien l'apport en travail est un leurre, et alors les participants n'ont aucun titre pour devenir des *associés*,

avec tous les droits que cette qualité comporte et que la loi de 1917 a donnés aux actions de travail, ou, au contraire, l'apport en travail a une existence réelle, et alors la loi est, pour le moins, incomplète.

En effet, l'apport en travail, s'il existe, ne peut consister qu'en travail non payé par le salaire courant ; mais ce salaire est reçu, à peu de chose près, par *tous* les salariés d'une même catégorie et dans *toutes* les entreprises. Le législateur, s'étant aperçu que ceux-ci fournissent systématiquement plus qu'ils ne reçoivent, devait obliger les patrons de *toutes* les entreprises à accepter le supplément de travail à titre d'apport. Une injustice peut exister tant qu'on ne s'en aperçoit pas, mais dès l'instant où on s'en rend compte, on doit la supprimer partout. Donc, même dans le cas le plus favorable à la conception du législateur, celui-ci mérite le reproche d'avoir été incomplet.

D'autre part, le principe facultatif du régime a un autre vice, c'est celui de rendre la loi peu expansible. Les chefs d'industrie, libres de ne pas adopter la modalité de la participation ouvrière, ne sont pas enclins à l'employer chez eux. L'immixtion de la collectivité ouvrière dans la gestion de l'entreprise suffit pour leur rendre ce système peu sympathique (1).

1. Delombre, *Bull. de la Part au bénéf.*, ann. 1917, p. 93 et s., et p. 97 et s.

De leur côté, les ouvriers, se laissant de plus en plus conduire par le syndicalisme, ne rêvent qu'augmentations directes des salaires, grèves et lutte des classes. Le fait que M. Jules Guesde a déposé, en 1894, à la Chambre, une proposition de loi conçue dans le même esprit que la loi de 1917, n'implique pas que les chefs syndicalistes inscriront, dans le programme des prochaines revendications ouvrières, les actions de travail (1), propriété collective du *groupement* de l'usine, capable de détruire la solidarité de la classe ouvrière. Jaurès (2) combattait cette conception dès 1909. Ce qui était préconisé par M. Guesde en 1894 était réfuté par Jaurès quinze ans plus tard. Enfin, en 1919, au cours des grèves, aucune revendication ouvrière n'a porté sur les actions de travail.

Les deux facteurs intéressés à l'application de notre loi la répudient. Qui donc fera réussir l'*expérience sociale* tentée ? Le législateur a créé un instrument ; bon, mauvais, peu importe, mais qui le fera fonctionner ?

La preuve de la vérité de notre observation, nous la trouvons dans l'attitude de M. Louis Deschamps, Rapporteur à la Chambre de la loi de 1917, qui déposa, dès le 26 juin 1917, sur le bureau de cette

1. M. Antonelli, *loc. cit.*, p. 67 et suiv. et M. Deloncle, *loc. cit.*, p. 44, tirent de ce fait la preuve contraire.

2. *L'Humanité* du 29 mai 1909.

Assemblée, une proposition de loi (1) tendant à rendre *obligatoire* la participation aux bénéfices, dans les entreprises de l'Etat, ainsi que dans les cahiers des charges des marchés de l'Etat, des Départements et des Communes. Dans l'exposé des motifs, M. Deschamps constate que la *formule nouvelle*, destinée à faciliter les rapports entre le Capital et le Travail, rencontre des obstacles et que la loi de 1917 a un champ d'application par trop restreint.

Le système obligatoire pénètre de plus en plus dans les esprits. Dans le projet de loi adopté par la Chambre, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, l'art. 1^{er} pose le principe qu'aucune concession nouvelle ne sera plus accordée sans la participation du personnel. L'art. 2, qui impose certaines clauses obligatoires dans les cahiers des charges, prévoit, sous le n° 9, comment se fera cette participation. Les intéressés pourront choisir entre la loi de 1917, le versement de la part du participant à la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ou tout autre mode qu'ils voudront (2).

Le Congrès Régional du Sud-Ouest du Parti républicain radical et radical socialiste, ouvert à Bordeaux, le 16 septembre 1919, inscrit, dans son programme minimum, parmi les réformes sociales,

1. Annexe n° 3463.

2. *J. off.*, du 6 juin 1919, p. 882, col. II et p. 886, col. II.

l'extension et l'obligation des lois sur la participation aux bénéfices et l'actionnariat ouvrier (1).

Cependant, la plupart des auteurs, et non des moindres, se sont élevés contre ce principe (2). C'est que, d'une part, un pareil régime imposerait une charge exagérée à l'industrie française, par rapport aux industries étrangères, ce qui placerait la première dans une situation par trop désavantageuse dans la concurrence mondiale et, d'autre part, l'adjonction de l'élément ouvrier à la gestion des entreprises est au moins une mesure par trop hardie.

Il est difficile de conclure dans un sens ou dans l'autre. Il nous semble que le mieux serait que le législateur s'abstienne d'intervenir en cette matière. La pratique, dans la liberté, saura, sous l'impulsion des événements, toujours trouver le terrain d'entente.

La forme collective des actions de travail mérite d'être critiquée. Ce n'est pas la propriété collective qui pourrait stimuler l'activité ouvrière; mais le but de la participation inaugurée par la loi de 1917 est-il de stimuler cette activité ?

Les ouvriers sont suffisamment solidarisés sans avoir besoin d'une propriété collective pour les

1. *Le Temps* du 17 septembre 1919.

2. Antonelli, *loc. cit.*, p. 32; Granier, *loc. cit.*, p. 320 et suiv.; Ch. Gide, *l'Actionnariat ouvrier et Préf.* du livre de M. Granier; Thaller, *Ann. de Dr. Com.*, 1909, p. 343 et suiv.; Delombre, *Bull. de la Part aux Bénéf.*, ann. 1917, p. 98; Deloncle, *Rap., loc. cit.*, p. 27 et 51.

réunir. Telle que la loi nouvelle a institué la propriété des actions de travail, celle-ci n'a qu'un effet certain, c'est de rendre ce régime encore plus suspect aux capitalistes. Le désir de donner, aux actions de travail, un caractère collectif, a conduit le législateur à toutes ces constructions anti-juridiques que nous avons examinées dans notre deuxième partie.

La société anonyme à participation ouvrière contient, pour le surplus, en elle-même, son germe de mort (1). Les participants auront intérêt à pousser à des distributions de dividendes hâtives, plutôt qu'à constituer des réserves en prévision des mauvais exercices. Comme, d'autre part, leur droit ne s'individualise qu'à la dissolution de la société, ils n'auront qu'une préoccupation : que cette dissolution arrive le plus tôt possible.

§ 2. — Méthode

La méthode de la loi du 26 avril 1917 ne nous paraît pas heureuse. Il est très critiquable d'allonger démesurément les lois existantes par des adjonctions nouvelles. Celle de la loi de 1917 n'est pas, entre toutes autres, recommandable, car elle introduit, comme nous l'avons vu au cours de ce travail (2), des idées

1. Delombre, *Bull. de la Part. aux Bénéf.*, 1917, p. 94.

2. Voir notamment les § 3 et 5, 2^e partie, chap. II.

contradictoires avec les anciennes conceptions. La loi du 24 juillet 1867 formait un tout harmonieux. Il est à craindre qu'on ne la transforme en un assemblage hétéroclite, si on continue à légiférer de la sorte. Déjà la conception des actions de la loi de 1867 est à l'opposé de celle de la loi de 1917. Tout le titre I de la loi de 1867 se trouve ainsi en dissonance avec son nouveau titre VI.

Si le législateur voulait introduire, dans le droit français moderne, des idées nouvelles, il devrait faire franchement des lois nouvelles, mais ne pas venir avec des adjonctions à des lois anciennes. Désirait-il masquer ainsi son audace et faire aboutir une réforme sous la couverture d'une simple amélioration ? On le croirait, surtout si on se rapporte à la référence de l'art. 74 nouveau à l'art. 68 de la loi de 1867. Le dernier commercialise les sociétés *par actions* alors que le premier, par son rappel, commercialise une sorte de *syndicat... jaune*.

Si nous passons à un autre ordre d'idées, il nous semble très mauvais que la loi de 1917 soit entrée dans une réglementation minutieuse, aussi bien des droits attachés aux actions de travail, que des élections et des votes en assemblées générales de la coopérative de main-d'œuvre (art. 76 et 78). On n'aurait pas été étonné de trouver des dispositions pareilles dans une loi instituant un régime obligatoire, mais elles sont déplacées dans une loi faculta-

tive. Le législateur a-t-il procédé ainsi pour rendre sa conception encore moins agréable aux milieux auxquels il adressait sa recommandation ? Les parties auraient pu, assurément, trouver toutes seules les stipulations qui leur convenaient. Point n'était nécessaire de leur fixer comment devront voter les salariés dans leurs assemblées. On nous dira que, s'agissant d'un système facultatif, et qui n'exclue pas les autres, on n'a qu'à s'en tenir aux conventions qu'on choisit, sans faire appel à la loi. Nous pourrions répondre que, tout d'abord, il est à craindre que le système soit rendu obligatoire (1) et, ensuite, que le législateur, lui-même, pouvait s'abstenir de faire une loi qui ne répondait pas aux désirs des intéressés, si ce régime doit rester facultatif par la suite.

Comme exemple, nous pourrions citer les statuts de la Société anonyme des Anciens Etablissements Mégemond, à Bort (Corrèze) (2), qui avait réalisé, dès le 14 juillet 1913, quelque chose de semblable à la conception de la loi du 26 avril 1917, et combien plus juridique, sans avoir eu besoin d'une intervention législative. En voici les principaux traits.

Une société à *capital variable* réunit tout le personnel des Anciens Etablissements Mégemond. Elle a pour but d'administrer, au mieux des intérêts des sociétaires, les sommes provenant tant des bénéfices

1. *Suprà*, p. 135 et suiv.

2. *Bull. de la Part. aux Bénéf.*, 1918, t. XL, p. 175 et s.

qui lui seraient attribués, que des autres revenus des opérations. Cette personne morale peut être une société, car c'est *l'accord* des participants qui lui fournit sa base. Ceux-ci font un apport.

L'actif de la société se compose d'abord d'une somme de six mille francs versée par la société anonyme, pour participation aux bénéfices antérieure, ensuite des sommes à provenir des participations futures, enfin des apports des sociétaires. Cet actif doit être employé à *l'achat* des actions de la maison jusqu'à concurrence d'au moins un dixième du capital social de la société anonyme.

La société ouvrière forme, avec la société anonyme des Anciens Etablissements Mégemond, une société civile, en signant avec elle un *traité de participation* : la première s'engage à ne pas modifier ses statuts sans l'assentiment de la deuxième qui s'engage, de son côté, à lui verser, à titre de participation, une somme représentant un minimum de 10 0/0 du dividende qu'elle distribue à ses actionnaires, au dessus de vingt-cinq francs par titre. Cette somme est payée en actions de la maison jusqu'à ce que la société ouvrière possède un dixième des actions de la société anonyme. Tant que l'actif de la société ouvrière n'aura pas atteint une importance telle que la part de chaque actionnaire soit égale à cinq cents francs, la moitié seulement des dividendes des actions qu'elle détient est répartie.

CHAPITRE II

CONCLUSIONS EN FAVEUR DE L'ACTIONNARIAT OUVRIER INDIVIDUEL AVEC ABAISSMENT DU TAUX MINIMUM DES ACTIONS DESTINÉES AUX SALARIÉS.

Si nous pouvons exprimer nos vœux, c'est que le législateur ne s'engage pas dans la voie de l'obligation. Bien plus, qu'il s'abstienne de toute intervention. La liberté des conventions suffit à notre époque où ceux qui étaient faibles et qu'il fallait protéger sont devenus suffisamment puissants pour se défendre eux-mêmes. Nous ne désespérons pas de voir trouver le terrain d'entente entre le Capital et le Travail, mais ce n'est pas le législateur qui le découvrira. La pratique, sous le coup des besoins, imaginera les combinaisons nécessaires. Le rôle du législateur, dans cette matière, est, à notre avis, de rendre légales les conceptions requises par les intéressés, si toutefois ceux-ci arrivaient à des constructions impossibles à réaliser à l'aide du matériel juridique connu. Il ne devrait pas s'obstiner à introduire de force, lorsque la persuasion ne suffit plus, des systèmes qui ne contentent personne.

A ce point de vue, une petite réforme qui nous paraît bien plus utile et opportune, c'est bien celle de l'abaissement du taux minimum des actions, en faveur du personnel. Nous sommes étonné que le législateur n'ait pas saisi l'occasion qui se présentait à lui en 1917, pour faciliter l'acquisition des actions de la maison au personnel, plutôt que de lui donner gratuitement une ombre de titre. La hausse des salaires, surtout dans certaines industries, atteignant une importance inconnue jusqu'alors, le moment était favorable, ce nous semble, pour mettre à la disposition des ouvriers des actions qui ne les effraient pas par leur prix. Le goût de l'épargne se serait peut-être ainsi développé dans ce milieu.

La misère des ouvriers les avait toujours empêchés de s'élever de leur situation de salariés. En 1917, la chose était plus facile.

L'action ouvrière devrait être, à notre avis, individuelle, acquise par son propriétaire à titre onéreux, définitive et aliénable, sauf pour la maison le droit de préemption au cours moyen du jour. Les sociétés devraient avoir le droit de restreindre, par leurs statuts, cette aliénabilité.

Il faudrait que le taux des actions ouvrières soit libre, l'établissement émetteur étant laissé seul juge de le fixer.

Le *droit d'émission* des actions ouvrières devrait être entouré des garanties qu'on croirait utiles pour

mettre l'épargne des salariés à l'abri des spéculations et des spéculateurs : soit qu'on oblige la société qui voudrait émettre des titres pareils à se constituer un fonds de réserve spécial, soit qu'on limite ce droit aux sociétés ayant déjà un nombre déterminé d'années d'existence, ou enfin, toute autre combinaison susceptible d'empêcher que la naïveté des salariés, dans les questions financières, soit exploitée. Ceux-ci doivent supporter les risques de l'entreprise, mais non être extorqués.

L'idée que nous proposons n'est ni neuve (1), ni destinée à mettre fin aux luttes entre les divers éléments de la société. Ces compétitions sont dans la nature des choses, et on n'arrivera jamais à la fin des rivalités humaines, pas plus entre employeurs et employés qu'entre acheteurs et vendeurs. L'intérêt de ces deux derniers est pareil, si l'on veut, c'est d'effectuer un, *échange* ; pourtant, chacun a ses intérêts particuliers. De même, le but des travailleurs et des patrons est de *produire* ; mais à côté de cette fin, il y a des intérêts particuliers qui peuvent les amener à se heurter de temps à autre.

1. *Suprà*, p. 34.

Vu le Doyen
F. LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse,
ALBERT WAHL

Vu et permis d'imprimer
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE PARTICIPATION PRÉCONISÉS ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 26 AVRIL 1917

CHAPITRE PREMIER. — La Participation aux Bénéfices simple.....	13
§ 1. — La Participation aux Bénéfices doit être contractuelle	13
§ 2. — Nature juridique de la Participation.....	21
CHAPITRE II. — L'Actionnariat Ouvrier.....	32
§ 1. — L'Actionnariat individuel.....	33
A) Modes d'acquisition des Actions par les ouvriers.....	33
a) Souscription semblable aux souscriptions des Capitalistes.....	34
b) Acquisition au moyen des sommes provenant d'une participation aux bénéfices précédente.....	35
c) Acquisition par attribution.....	38
B) Droits des Ouvriers actionnaires.....	40
a) Droits aux Assemblées.....	40

b) Disposition du titre.....	41
c) Distribution de dividendes.....	43
§ 2. — L'Actionnariat collectif.....	43
a) Les Actions de jouissance de travail.....	45
b) Les Actions de travail proprement dites...	51

DEUXIÈME PARTIE

LA LOI DU 26 AVRIL 1917 SUR LES SOCIÉTÉS ANONYMES « A PARTICIPATION OUVRIÈRE »

CHAPITRE PREMIER. — Mouvements d'opinions et Historique de la Loi du 26 avril 1917.....	55
§ 1. — Mouvement doctrinal.....	55
§ 2. — Controverses sur l'Action de Travail.....	57
§ 3. — Historique de la Loi.....	62
CHAPITRE II. — Commentaire de la Loi du 26 avril 1917.	68
§ 1. — Son but et ses caractères.....	68
a) But.....	68
b) Caractères.....	70
§ 2. — La Société Anonyme « à Participation ouvrière »..	75
§ 3. — Les Actions de Travail.....	79
§ 4. — Les Droits attachés aux Actions de Travail.	93
§ 5. — La Coopérative de Main-d'œuvre.....	100
a) La Société ouvrière syndicat forcé.....	103
b) Sa Direction.....	106
c) Ses Assemblées..	107
§ 6. — L'Administration de la Société Anonyme « à Participation ouvrière ».....	110
a) Ses Assemblées générales ordinaires.....	112
b) Ses Assemblées générales extraordinaires.	116
c) Son Conseil d'Administration.....	120

d) La Représentation en Justice de la Coopérative de main-d'œuvre.....	125
§ 7. — Dissolution de la Société Anonyme à Participation ouvrière et Partage du fonds social.....	125
a) Causes de Dissolution.....	125
b) Partage.....	127
§ 8. — Immunités fiscales.....	129

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUE DE LA LOI DU 26 AVRIL 1917 ET CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER. — Critique de la Loi du 26 avril 1917.....	133
§ 1. — Principes.....	133
§ 2. — Méthode.....	138
CHAPITRE II. — Conclusion en faveur de l'Actionnariat ouvrier avec abaissement du taux légal minimum des Actions destinées aux salariés.....	142

